

### Climat des affaires en Algérie

# Les chefs d'entreprises optimistes

Malgré la crise pétrolière qui frappe de plein fouet l'économie nationale ces trois dernières années, les patrons et les chefs d'entreprises nourrissent de gros espoirs quant à l'amélioration du climat des affaires et d'investissement dans un proche avenir.

Page 2



Education religieuse

## Benghebrit répond aux islamistes

La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, rassure que l'éducation religieuse occupe une part importante dans le cursus scolaire. «L'éducation religieuse est fortement présente dans les programmes scolaires que suivent les élèves à l'école, durant les différents paliers».

Page 4

Relizane

## Montage de 10 000 voitures à l'usine Volkswagen de Sidi Khettab

Page 6

Zoukh annonce une opération de relogement après les élections locales

## Vers la fin de la crise à Alger

Page 3



La campagne électorale à mi-chemin

## Tout sauf de l'indifférence

aux traditionnelles passes d'armes entre le FLN et le RND, les deux grands favoris de la compétition (encore et toujours), mais qui cette fois observent l'un envers l'autre une distance de respect que l'on constate aisément depuis le départ de Amar Saâdani de la direction du parti. Cette accalmie entre les deux principaux partis du pouvoir, les plus médiatisés aussi, n'est pas sans déteindre positivement sur l'ambiance générale et permettre ainsi plus de sérénité à la campagne électorale. L'autre poids lourd de l'opposition, le MSP tel que dirigé par Abdelmadjid Menasra, et avec le repli tactique de Abderrezak Makri, n'a pas peu contribué à cela en mettant un bémol à ses critiques envers le régime. Le mot d'ordre est de se concentrer à rassurer l'électorat sur l'inté-

grité des candidats du MSP et leur capacité dans la gestion locale et à soulager la population de ses problèmes. Le MSP multiplie les sorties sur le terrain et les rencontres de la base sur la mise en place de structures de campagne et se concentre sur la revendication des prérogatives plus larges aux élus locaux. Dans cette veine, c'est notamment le MSP et le RND qui semblent proposer un débat véritable sur les Assemblées locales, le parti islamiste voulant plus de liberté pour les élus, tandis que la formation nationaliste met en avant ce qu'elle veut être une innovation en parlant d'un programme de «décentralisation» que le gouvernement Ouyahia entend mettre en œuvre dans les plus brefs délais.

Page 3

Photographie

## L'exposition «Il y a cent ans en Algérie» fait une halte à Alger

L'exposition de photographies, «Il y a cent ans en Algérie», retraçant le périple de deux pères blancs à travers les oasis algériennes en 1903, témoin de la vie quotidienne et de l'habitat de l'époque, a été inaugurée jeudi à Alger.

Page 15



Par Amine Bensafi

Sur le terrain ou via les réseaux sociaux, avec ou sans affichage laissé pour les derniers jours, le bilan que l'on peut faire d'une campagne parvenue à mi-chemin, c'est qu'elle ne laisse pas grand-monde indifférent.

Au vrai, plusieurs éléments ont caractérisé la campagne actuelle. En premier chef, nous sommes loin d'assister à une campagne violente ou âpre et surtout pas



Climat des affaires en Algérie

# Les chefs d'entreprises optimistes

Malgré la crise pétrolière qui frappe de plein fouet l'économie nationale ces trois dernières années, les patrons et les chefs d'entreprises nourrissent de gros espoirs quant à l'amélioration du climat des affaires et d'investissements dans un proche avenir.



Par M. Ait Chabane

**C'**est ce que révèle une enquête du cabinet de recherche économique, Oxford Business Group (OBG), réalisée pour la première fois en Algérie, en collaboration avec la Chambre algérienne de commerce et d'industrie (Caci) et le Forum des chefs d'entreprises (FCE). «Les résultats de cette enquête démontrent que, dans une large proportion, les dirigeants d'entreprises évaluent de manière positive l'état de l'économie algérienne», note le rapport, présenté par Alexis Reynaud, responsable éditorial chez OBG. Ladite enquête menée entre mai et octobre 2017, dont l'intégralité des résultats sera publiée en décembre prochain, a sondé l'indice de confiance d'une centaine de dirigeants et chefs d'entreprises algériennes, démontre que 55% des

patrons interrogés estiment «positive» l'évolution du climat des affaires durant les 12 prochains mois en Algérie, alors que 6% d'entre eux prévoient une situation «très positive». Mieux encore, plus des deux tiers (70%) des chefs d'entreprises ont indiqué qu'ils étaient «susceptibles» ou «très susceptibles» d'effectuer un investissement «important» l'année prochaine. Quant à l'environnement fiscal, 41% des chefs d'entreprises sondés le trouvent «compétitif», 4% le jugent «très compétitif», alors 34% disent qu'il est «peu compétitif». Ces résultats «démontrent un indice de confiance élevé et espérons-le, un pari vers une plus importante diversification de l'économie», estime le rapport. Par ailleurs, les avis divergent à propos du niveau de transparence dans la conduite des affaires en Algérie, en ce que l'enquête d'OBG affirme que 50% des chefs d'entreprises le quali-

fient d'«insuffisant», alors que 10% d'entre eux le trouvent même «très insuffisant», tandis que 20% des sondés le jugent «élevé». Idem pour l'accès au financement que 35% des patrons interrogés le qualifient de «difficile», 24% de «très difficile», contre 23% seulement qui le trouvent «facile». En somme, le climat des affaires en Algérie est «bon» et ses données sont «encourageantes» contrairement à ce qui est rapporté dans certains rapports d'institutions internationales, selon lui, ajoutant toutefois qu'il «reste beaucoup de choses à améliorer». Intervenant lors des débats ayant suivi la présentation de l'enquête, le représentant de la Banque mondiale (BM) en Algérie, Demba Da, a salué les efforts menés par l'Etat algérien pour l'amélioration du climat des affaires et l'encouragement de création des entreprises à travers plusieurs mécanismes, affichant son «optimis-

me» quant à l'amélioration du classement de l'Algérie à l'échelle mondiale dans les prochains rapports de la BM grâce «aux signaux positifs de son économie et réformes menés par l'Etat». Pour sa part, le président de l'Association des banques et des établissements financiers (Abef), Boualem Djebbar, et en rappelant les principales réformes menées par l'Etat dans le domaine financier, a affirmé qu'en dépit de la baisse des revenus de l'Etat, suite au recul des prix du pétrole, les crédits alloués par les banques en faveur de l'investissement ont augmenté. C'est de bonne augure pour les perspectives de développement de l'économie nationale à moyen terme, malgré les aléas de la crise pétrolière qui ont sérieusement plombé la croissance, en dépit des efforts consentis pour la diversification de l'économie nationale.

M.A.C.

Durant la saison agricole écoulée

## Production de 50 millions de quintaux de pommes de terre

**L**a production nationale de la pomme de terre, au cours de la saison agricole écoulée, a dépassé les 50 millions de quintaux, a indiqué, vendredi à Oran, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui.

La production de la pomme de terre, nouvelle, de saison et d'arrière-saison, est en permanente évolution depuis quelques années, a affirmé le ministre, dans une déclaration à l'APS, en marge d'une visite qui l'a conduit à des exploitations agricoles à Oran.

Le ministre de l'Agriculture a, par ailleurs, fait savoir que la réflexion est engagée sur le stockage et l'exportation de la pomme de terre, soulignant que son département est en train de mettre en place une base logistique pour l'exportation.

Des opérateurs privés d'Alger et

Mostaganem ont exporté des quantités importantes de pommes de terre au cours de la saison 2016/2017, a-t-il rappelé

Dans un autre sillage, s'agissant de l'importation de la semence de pomme de terre, le ministre de l'Agriculture a assuré que l'Algérie compte assurer son autosuffisance en matière de production de semences dans les quatre ans à venir.

«Nous comptons diminuer progressivement l'importation des semences», a-t-il indiqué, ajoutant qu'un groupe de travail a été constitué pour développer les semences locales, en collaboration avec des fermes pilotes et des entreprises spécialisées dans la production de la semence de pomme de terre.

S'agissant la saison actuelle, Abdelkader Bouazgui a affirmé qu'il est difficile de prévoir les quantités à importer, les opérations d'importation

étant effectuées pour répondre à la demande exprimée au fur et à mesure, ajoutant que la semence du type «A» ne sera pas importée cette année, alors que celles dont on ne maîtrise pas les procédés de production de type «E», «SE» et «G» seront importées.

Le ministre de l'Agriculture effectue une visite de travail de trois jours dans la wilaya d'Oran. Il a présidé jeudi l'ouverture du 7<sup>ème</sup> Salon international de la pêche et de l'aquaculture (Sipa 2017) qui se tient au Centre des conventions d'Oran du 9 au 12 novembre, avec la participation de 140 exposants, dont 35 étrangers représentant 17 pays européens, arabes et africains.

Il a, par ailleurs, effectué une visite à une ferme d'aquaculture marine spécialisée dans la production de la dorade et le loup de mer à Aïn El Turck (Oran).

R. N.

Développement technologique

### Signature de conventions de financement

Des conventions pour le financement de plus de 50 projets de développement technologique au profit des chercheurs permanents ont été signées jeudi au Centre de recherche en technologies industrielles (Crti), en présence du ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Tahar Hadjar.

Cette cérémonie constitue une première phase comprenant 57 projets issus de certains établissements publics à caractère scientifique et technologique, a expliqué le directeur de la recherche scientifique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Hafid Aourag, ajoutant que ces projets ont été soumis à l'appel à propositions de projet à impact socio-économique.

Ces projets, auxquels l'état accordera un financement «à la hauteur des objectifs fixés», visent à «produire et développer des connaissances et répondre aux besoins et aux préoccupations de la société et améliorer ainsi la qualité des services dans plusieurs domaines, notamment des énergies renouvelables, la lutte contre la désertification, la préservation des ressources en eau et le développement de l'agroalimentaire», a noté le même responsable.

M. Aourag a assuré, à l'occasion, que l'Algérie dispose de ressources humaines lui permettant d'atteindre l'«excellence» dans le domaine de la recherche scientifique et est passée dans le classement mondial de la 62<sup>e</sup> place en 2000 à la 52<sup>e</sup> en 2016.

M. Aourag a rappelé également que le nombre de publications scientifiques a atteint 6 544 en 2016 contre 524 en 2000.

De son côté, le secrétaire général au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Salah Seddiki, a souligné, dans une déclaration à la presse, que les conventions signées s'inscrivent dans le cadre du programme du gouvernement qui a mis en exergue «la nécessité de s'intéresser aux besoins du citoyen dont la sécurité alimentaire et énergétique».

Il a ajouté qu'en dépit des «restrictions budgétaires qui ont touché tous les secteurs, la recherche scientifique reste privilégiée, eu égard à l'impact direct de ses produits sur le secteur économique».

R. N.

La campagne électorale à mi-chemin

# Tout sauf de l'indifférence

Sur le terrain ou via les réseaux sociaux, avec ou sans affichage laissé pour les derniers jours, le bilan que l'on peut faire d'une campagne parvenue à mi-chemin, c'est qu'elle ne laisse pas grand-monde indifférent.



Par Amine Bensafi

**A**u vrai, plusieurs éléments ont caractérisé la campagne actuelle. En premier chef, nous sommes loin d'assister à une campagne violente ou âpre et surtout pas aux traditionnelles passes d'armes entre le FLN et le RND, les deux grands favoris de la compétition (encore et toujours), mais qui cette fois observent l'un envers l'autre une distance de respect que l'on constate aisément depuis le départ de Amar Saâdani de la direction du parti. Cette accalmie entre les deux principaux partis du pouvoir, les plus médiatisés aussi, n'est pas sans déteindre positivement sur l'ambiance générale et permettre ainsi plus de sérénité à la campagne électorale. L'autre poids lourd de l'opposition, le MSP tel que dirigé par Abdelmadjid Menasra, et avec le repli tactique de Abderrezak Makri, n'a pas peu contribué à cela en mettant un bémol à ses critiques envers le régime. Le mot d'ordre est de se concentrer à rassurer l'électorat sur l'intégrité des can-

didats du MSP et leur capacité dans la gestion locale et à soulager la population de ses problèmes. Le MSP multiplie les sorties sur le terrain et les rencontres de la base sur la mise en place de structures de campagne et se concentre sur la revendication des prérogatives plus larges aux élus locaux. Dans cette veine, c'est notamment le MSP et le RND qui semblent proposer un débat véritable sur les Assemblées locales, le parti islamiste voulant plus de liberté pour les élus, tandis que la formation nationaliste met en avant ce qu'elle veut être une innovation en parlant d'un programme de «décentralisation» que le gouvernement Ouyahia entend mettre en œuvre dans les plus brefs délais. Ce qui n'est pas sans captiver au moins l'intérêt des fonctionnaires, des chefs d'entreprises et autres opérateurs économiques ainsi que de plusieurs catégories de la population qui, dans certaines régions du pays, veulent un nouveau découpage administratif, voire plus. Pour l'heure, le RND n'a pas détaillé sa proposition de

décentralisation, mais il va sans dire qu'en dehors des slogans habituels sur le développement local et la création d'emplois, c'est l'unique nouveauté de cette campagne.

En dehors de la question des thèmes de campagne, le choc des ambitions locales et la compétition entre candidats libres et listes partisans n'est pas sans animer la campagne à l'intérieur du pays. Une campagne où l'on constate une vive croissance de l'usage des réseaux sociaux sur Internet avec, d'une part, des candidats qui veulent à tout prix se faire entendre et compenser le manque de moyens d'accès aux salles de meeting et, de l'autre, des facebookers et des youtubers qui s'amuse à tourner en ridicule les candidats les plus farfelus, quand parfois ce ne sont pas des photos et des vidéos mises en ligne par l'adversaire politique. Il y a aussi la place importante que prennent les médias locaux (presse écrite et radios locales) dans cette campagne, dans une dynamique que bien évidemment le microcosme algérois aura du mal à percevoir dans sa juste

mesure, surtout avec la prédominance d'un discours unique, une sorte de langue de bois qui consiste à considérer d'emblée que tout ce qu'organise le régime est voué à l'échec, etc, etc. Bref, le moins que l'on puisse dire aussi à propos de la campagne électorale en cours, c'est qu'elle bat son plein et que les élections locales restent évidemment plus intéressantes aux yeux des Algériens que les législatives. «On ne va tout de même pas laisser les communes vides». C'est ce qui revient dans la bouche de beaucoup d'électeurs qui, sans être pour autant convaincus par ce que promettent les candidats et leurs partis politiques, savent que le scrutin du 23 novembre aura une incidence directe sur leur quotidien. En effet, même si les APC et les APW ne gèrent pas grand-chose, écrasées qu'elles sont par l'administration locale et ses premiers représentants que sont les walis et les chefs de daïras, le travail des Assemblées locales a une incidence sur le cadre de vie et concerne des budgets conséquents. **A.B.**

## Accord algéro-mauritanien sur la création d'un passage frontalier Faciliter les échanges entre opérateurs

L'accord signé mercredi entre l'Algérie et la Mauritanie, une des doléances des opérateurs économiques, va faciliter les échanges entre les opérateurs des deux pays ainsi que les déplacements, estime-t-on à la fédération algérienne de l'import, export et du commerce international (Faieci).

Cet accord, qui intervient en application des recommandations de la Haute commission mixte tenue en décembre dernier à Alger, «est un moyen de promotion des échanges entre les opérateurs économiques des deux pays, notamment ceux des wilayas du sud-ouest du pays», a indiqué le président de la fédération, Mohamed Hassani, dans un entretien téléphonique avec l'APS.

Pour la Faieci, «l'ouverture de ce passage frontalier terrestre va certainement insuffler une dynamique économique dans toute la région du sud-ouest du pays, à travers les échanges commerciaux entre les deux pays, et permettra un débouché des différentes productions des deux pays», a-t-il précisé.

L'ouverture prochaine de ce passage frontalier terrestre dans la wilaya de Tindouf vient aussi en réponse aux doléances formulées par plusieurs opérateurs économiques des wilayas du sud-ouest du pays, spécialement ceux en activités à Béchar, Adrar, et Tindouf, lors d'une rencontre organisée en avril dernier à Béchar par la direction régionale des douanes sur le thème du troc frontalier.

Cet accord algéro-mauritanien a été aussi accueilli avec enthousiasme par l'observatoire des opérateurs économiques et des hommes d'affaires algériens en Afrique de l'Ouest. «Nous estimons que cet accord portant sur l'ouverture de ce passage frontalier terrestre constitue un nouveau jalon dans le renforcement des relations entre deux pays frères, de même qu'un espace favorable de promotion des différents produits industriels, agricoles ou d'élevage algériens auprès d'opérateurs et entreprises économiques de ce pays maghrébin et africain, et de même pour les produits Mauritanien», a affirmé le président de cet observatoire, Mohamed Dahaj, lors également d'un entretien téléphonique avec l'APS. **L.B.**

Zoukh annonce une opération de relogement après les élections locales

# Vers la fin de la crise à Alger

Par S. A. Mohamed

**A**lger continue d'effectuer sa «mue» dans le cadre du plan stratégique qui lui est tracé. Une vaste opération de relogement, la 23<sup>ème</sup> du genre va être entamée juste après les élections locales du 23 novembre a révélé le wali d'Alger, Abdelkader Zoukh

Cette opération d'envergure concernerait plusieurs quartiers et différentes formules de logement a précisé Zoukh, mercredi, en marge de la présentation d'une étude sur le climat d'affaires en Algérie, réalisée par le bureau d'affaires international Oxford. Il a indiqué que cette opération s'inscrit dans le cadre du plan stratégique tracé à Alger visant à développer et à

améliorer le paysage urbanistique de la capitale, en particulier pour l'éradication définitive des bidonvilles et des habitations précaires, a-t-il dit. Ce plan stratégique prévoit aussi la restauration des bâtisses et des vieux quartiers, en consacrant une enveloppe de plus de 4 000 milliards de centimes, à travers la mobilisation de plus de 400 entrepreneurs et de bureaux d'études algériens et la création de plus de 12 000 postes de travail, ainsi que d'autres projets prévus ultérieurement. Pour rappel, la 22<sup>e</sup> opération de relogement dans la wilaya d'Alger qui a eu lieu en mai, a concerné plus de 4 000 familles dont 2 000 familles au titre du programme de logement public

locatif (LPL) et 2 000 autres familles au titre du programme de logement social participatif (LSP). Ce sont au total 20 sites de bidonvilles qui ont été concernés par cette opération, dont les bidonvilles de Oued El Hamiz, commune de Bordj El Kiffan (1 003 familles), Stoul El Mekki, commune de Gué de Constantine (199 familles), Parc Dounia, communes de Dely Ibrahim et Ouled Fayet (58 familles), Aïn Dzair, commune de Douéra (107 familles), le bidonville appartenant à l'Institut de tourisme dans la commune de Aïn El Benian (90 familles), El Roukhi, commune de Douéra (56 familles) et enfin le bidonville Malika Gaïd, commune d'El

Harrach (36 familles). L'opération a touché aussi les habitants des terrasses et des caves au niveau de Dely Ibrahim et Bordj El Kiffan, un site abritant des chalets dans la commune de Beni Messous ainsi que des points noirs au niveau des circonscriptions administratives de Draria et Chéraga. L'opération qui aura lieu après les élections locales sera sans doute l'une des dernières dans le cadre de l'éradication des bidonvilles, puisque la grande majorité de ces «constructions» ont été rasées. «Alger première capitale africaine sans bidonville», semble en voie de concrétisation. Il faut rappeler dans ce sens que plus de 250 000 logements, toutes formules confondues (LPL, LSP,

Aadl, LPP) sont en cours de réalisation dans la wilaya d'Alger, soit 10% des projets de logement à l'échelle nationale, selon le directeur de l'habitat de la wilaya d'Alger, Loumi Ismaïl. Par ailleurs, mercredi, Zoukh a également évoqué la gestion moderne du réseau routier de la capitale, en partenariat avec une société espagnole spécialisée dans le domaine, en vue de désengorger le trafic routier. Il a affirmé, à ce propos, que les études étaient en cours, précisant que plus de 40 projets consacrés aux routes et au dédoublement des voies avaient été lancés. Ce projet se déroule dans de bonnes conditions et sera finalisé dans un délai de trois ans, à partir de l'année dernière. **S.A.M.**

Education religieuse

# Benghebrit répond aux islamistes

**La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, rassure que l'éducation religieuse occupe une part importante dans le cursus scolaire. «L'éducation religieuse est fortement présente dans les programmes scolaires que suivent les élèves à l'école, durant les différents paliers».**



Par Karima Nacer

**A**fin de mettre les points sur les «i» au sujet de l'accusation de réduction des horaires de l'enseignement de l'éducation religieuse dans les écoles, la ministre a tenu à rassurer, des chiffres à l'appui. Elle a affirmé que l'aspect religieux est fortement présent dans les programmes scolaires des trois cycles d'enseignement et ce, conformément à la Constitution, à la loi d'orientation sur l'Education nationale et aux valeurs de la société algérienne. A cet effet, la ministre a souligné que plus de 500 heures d'éducation islamique sont dispensées aux élèves durant leur cursus scolaire

(12 ans).

Elle a rappelé à ce propos, que la réforme du système éducatif national, dont le plan d'exécution a été adopté par le Parlement porte clairement les objectifs de l'Ecole algérienne fixés par la loi d'orientation sur l'Education nationale. Selon cette loi, l'Ecole algérienne est tenue de promouvoir des valeurs en rapport avec l'islamité, l'arabité et l'amazighité, a-t-elle dit, affirmant que son secteur œuvrait à la promotion des composantes fondamentales de l'algérianité. Benghebrit a souligné, dans ce contexte, que son département ministériel assure l'enseignement obligatoire de l'éducation islamique dans les deux cycles, primaire et moyen, et des sciences islamiques

au secondaire. Répondant à une question d'un membre du Conseil de la nation, Mohammed Amara,

concernant la possibilité d'ouvrir trois centres d'examen pour le baccalauréat dans la wilaya de

Naâma (Aïn Ben Khelil, Assela et Djenien-Bourezg), la ministre a précisé que la commission spécialisée de l'Office national des examens et concours (Onec) dépêchée dans la région, a conclu sur la base de données et de la réglementation en vigueur, que «la création de centres d'examen dans les communes citées n'est pas un impératif, d'autant, a-t-elle ajouté, que les dispositions de la circulaire-cadre portant conditions et mesures réglementaires et sécuritaires relatives aux centres d'examen pour le baccalauréat sont claires».

La création de centres d'examen dans une circonscription géographique exige de disposer de deux lycées au moins et que le nombre de candidats atteigne 300 candidats et ce, en vue d'assurer la crédibilité de l'examen et permettre la concrétisation du principe de l'égalité des chances entre les candidats. Elle a affirmé que dans les cas d'éloignement, les services concernés prennent toutes les mesures organisationnelles en vue d'assurer le transport des candidats vers les centres d'examen, voire même l'hébergement, le cas échéant. **K. N.**

## Examen du baccalauréat Prolongation des inscriptions jusqu'au 16 novembre

La ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, a annoncé la prolongation, jusqu'à jeudi 16 novembre, de la période des inscriptions pour les candidats au baccalauréat/session juin 2018.

Mme Benghebrit a annoncé, sur sa page Facebook, la «prolongation de la période des inscriptions pour les candidats aux épreuves du baccalauréat/session juin 2018, jusqu'au 16 novembre 2017». La ministre de l'Education nationale avait fixé la période des inscriptions pour les examens du baccalauréat du 9 octobre au 9 novembre 2017 sur le site : <http://bac.onec.dz>. S'agissant des examens de fin des cycles moyen et primaire, la période des inscriptions s'étend du 15 octobre au 15 novembre 2017, lit-on sur les sites : <http://bem.onec.dz> et <http://cinq.onec.dz>.

Transport

# Le taux de ponctualité d'Air Algérie a atteint 67%

**L**e ministre des Travaux publics et des Transports, Abdelghani Zaâlane, a affirmé, jeudi à Alger, que le taux de ponctualité de la compagnie aérienne nationale Air Algérie a atteint 67% en 2017 contre 53% en 2015.

Lors d'une séance consacrée aux questions orales au Conseil de la nation, le ministre a précisé que l'augmentation du nombre des avions de la flotte aérienne nationale «permettra à la compagnie d'être plus stricte en matière de respect des horaires des vols intérieurs et extérieurs, ajoutant que le taux de ponctualité d'Air Algérie a augmenté à 67% durant 2017 contre 53% en 2015».

Le nombre des avions formant la flotte de la compagnie a augmenté de 43 appareils fin 2014 à 56 à la fin 2016. Après l'étude des données du marché et ses exigences, deux avions supplémentaires ont été acquis pour le transport des marchandises et des voyageurs, outre un troisième avion réservé au transport des marchandises, portant le nombre de la flotte d'Air Algérie à 59 appareils, a indiqué M. Zaâlane. Après l'entrée en vigueur de la compagnie Tassili Airlines, la flotte aérienne nationale s'est renforcée de 12 avions en attendant «l'acquisition de six autres appareils à l'effet de renforcer sa part du marché sur les réseaux intérieur et extérieur», a fait savoir le premier responsable du secteur. Ainsi, la part de la flotte aérienne

algérienne a augmenté sur le marché international, selon les données avancées par le ministre. Concernant le transport de marchandises et l'exportation du produit national, le ministre a mis en exergue le rôle important de la compagnie nationale en matière d'encouragement des exportations, rappelant qu'Air Algérie a procédé, dans le cadre du plan de sa restructuration, à la création de la filière du fret aérien eu égard à la haute rentabilité de ce mode de transport, a révélé le ministre.

Des chambres froides ont été mises en place au niveau des aéroports de Biskra et El Oued, deux pôles importants pour la production agricole, outre deux stations de fret. La station d'El Oued sera opérationnelle en janvier 2018, tandis que celle de Biskra avant la fin 2017, a révélé le ministre qui estime que ces deux projets devraient encourager les producteurs des deux wilayas à se lancer dans l'exportation.

S'agissant du fret maritime, le ministre a indiqué que le secteur avait bénéficié d'un projet pour le renforcement de la flotte maritime nationale de 18 navires, ce qui augmentera sa part du marché.

Il a également souligné le renforcement du transport maritime des hydrocarbures, des céréales et des véhicules à travers des crédits accordés dans le cadre du soutien de l'Etat avec un taux d'intérêt de

1% et une durée de paiement allant jusqu'à 30 ans aux compagnies de transport maritime des marchandises Cnan-Nord et la compagnie de transport maritime des marchandises Cnan-Sud pour l'acquisition de bateaux, ajoutant qu'une «opération d'achat de sept nouveaux bateaux est en cours».

La société oeuvre également à développer la section du fret et de transport de marchandises en ouvrant deux secteurs de transport maritime-aérien et le fret en faveur de l'investissement d'autant que le pays s'apprête à exporter le ciment et le fer à partir de 2018 lesquels sont considérés comme des ressources hors hydrocarbures.

S'agissant du transport ferroviaire, le ministre a indiqué que la «distance des lignes ferroviaires est passé à 4 000 km réceptionnés et 2 300 km en cours de réalisation sur le terrain en 2017 contre une distance ne dépassant pas 1 900 km en 1999.

Saluant les efforts consentis, M. Zaâlane a révélé que cette distance «atteindra les 6 300 km une fois les travaux en cours achevés».

«17 trains Coradia seront réceptionnés à partir du mois de janvier prochain à raison de deux trains par mois» a précisé le ministre, ajoutant qu'ils seront graduellement mis en service à partir de mars pro-

chain.

Le premier responsable du secteur de transport a, en outre, mis en avant le soutien accordé par l'Etat à la Société nationale du transport ferroviaire (Sntf) estimé à 196 milliards de dinars sous forme de crédits bonifiés dans le cadre des démarches initiées par le Conseil de participations de l'Etat (CPE) avec un taux d'intérêt de 1% et des délais de paiement allant jusqu'à 30 ans pour acquérir de nouveaux wagons. M. Zaâlane a affirmé que la wilaya d'Illizi avait bénéficié d'importants projets dans le domaine des transports et des travaux publics, notamment la réalisation de nouvelles routes nationales de wilaya sur une distance de 402 km ainsi que le renforcement des routes nationales locales s'étendant sur une longueur de 1 491 km. La même wilaya a bénéficié, dans le cadre du programme national de sécurisation des frontières, de l'ouverture de voies sécuritaires sur la bande frontalière terrestre. Des aérodromes et des maisons de maintenance à travers les routes nationales ont été également réalisés, alors que la RN3 reliant Skikda à Djanet a bénéficié de travaux d'aménagement, outre la réhabilitation de la route de wilaya 3 A sur une distance de 100 km avec l'ouverture de voies sur la RN55 de Bordj El Houas vers Tamarrasset sur 150 km.

L. M.

Pour la création d'une société mixte

# Signature d'un contrat Sonatrach-Baker Hughes General Electric

Le groupe Sonatrach et la société américaine, Baker Hughes General Electric (BHGE) ont signé, jeudi à Alger, un contrat pour la création d'une société commune ayant pour objet la production locale d'équipements destinés à l'industrie du pétrole et du gaz et à la localisation des services associés.



La cérémonie de signature s'est tenue en présence du ministre de l'Énergie, Mustapha Guitouni, des P-dg de Sonatrach, de BHGE, de BHGE du Moyen-Orient, Afrique du Nord et Turquie, respectivement, MM. Abdelmoumen Ould Kaddour, Lorenzo Simonelli et Rami Qasem, ainsi que de l'ambassadeur d'Italie à Alger, Pasquale Ferrara, et des représentants de l'ambassade des États-Unis.

Le montant de l'investissement est de 45 millions de dollars dans la première phase du projet qui sera opérationnel en décembre 2019, avant d'atteindre les 200 millions de dollars à terme, ont expliqué les parties prenantes de ce projet lors de la cérémonie de signature du contrat.

Quant au capital de cette société mixte, appelée Sonatrach General Electric petroleum equipment company (Sogepac SPA), il est de quatre milliards de DA détenu à hauteur de

51% par Sonatrach et à 49% par BHGE.

Dans la première phase du projet, 90% des effectifs seront constitués de travailleurs algériens tandis que le taux d'intégration de fabrication des équipements sera de 30%.

Cette entreprise sera spécialisée dans la fabrication, l'assemblage et la maintenance de divers types d'équipements de contrôle de pression tels que les têtes de puits, établissant ainsi une base importante pour répondre aux besoins croissants en amont de l'Algérie avec comme perspective l'exportation vers le marché régional, ont noté les parties contractantes.

Installée dans la zone industrielle d'Arzew (Oran) sur une superficie de 20 000 m<sup>2</sup>, Sogepac est également chargée de la formation et de développement des compétences de plus de 200 ingénieurs au cours des sept premières années de son activité.

En plus de la création directe d'emplois à

Arzew, ce projet développera et renforcera la chaîne d'approvisionnement locale, permettant la création d'un nombre substantiel d'emplois indirects ainsi que le renforcement de l'écosystème pétrolier et gazier à travers le développement du tissu de PME.

En marge de la cérémonie de signature, M. Guitouni a indiqué que cette société constituerait un «grand atout» pour l'Algérie du fait qu'elle fabriquera essentiellement des têtes de puits, jusqu'à maintenant importés par Sonatrach.

D'ailleurs, a-t-il précisé, cette société est la première en Afrique à fabriquer ce type d'équipements pétroliers, avançant que l'excédent de la fabrication sera exporté vers les pays africains.

Le projet s'appuie sur la vaste expérience de BHGE dans la fabrication d'équipements pour les champs pétroliers et exploite l'expertise mondiale et locale de l'entreprise

pour fournir des solutions de production.

Pour sa part, le P-DG de Sonatrach a indiqué que la création de cette société conjointe constituait «une avancée dans la chaîne d'intégration de Sonatrach en vue d'une meilleure maîtrise des coûts et des délais», sans compter le transfert du savoir-faire par le biais de la diversification de son portefeuille de biens et services.

Ce projet, a-t-il poursuivi, contribuera également à renforcer le tissu industriel national et la création d'un réseau de sous-traitants nationaux certifiés aux normes et standards internationaux.

Quant au P-DG de BHGE, il a soutenu que cette société est en mesure d'établir un pôle de fabrication solide qui augmentera les capacités locales et dynamisera les exportations. Selon lui, ce partenariat ne permettra pas seulement de revitaliser la chaîne d'approvisionnement local en Algérie mais de positionner aussi l'Algérie en tant que «fabricant-clé dans l'équipement industriel».

Présente en Algérie depuis plus de 40 ans, General Electric a pris part à plusieurs projets majeurs à travers son partenariat avec Sonatrach et Sonelgaz pour la création d'Algesco, qui est un important centre de turbomachine et de réparation à Boufarik au service des clients de l'amont, de l'aval et du transport pétrolier.

Interrogé par la presse sur les projets de raffinerie de Hassi Messaoud et de Tiaret, M. Guitouni a indiqué que les études sont pratiquement terminées, rappelant que la capacité de production sera de 5 millions de tonnes/an pour chacune de ces raffineries.

Selon lui, il est possible que les appels d'offres soient lancés dans six mois pour la raffinerie de Hassi Messaoud.

Pour rappel, toutes les raffineries qui seront réalisées permettront d'atteindre l'autosuffisance en carburants à partir de 2021 sachant que l'Algérie importe actuellement pour plus d'un milliard de dollars de carburants.

Selon les chiffres, 11,5 millions tonnes de carburants sont raffinés en Algérie, alors que la consommation, qui a explosé ces dernières années, a atteint 15 millions de tonnes de carburants annuellement.

Pour combler ce déficit, un volume de 3,5 millions de tonnes de carburants/an est importé actuellement. **R. E.**

## Guitouni reçoit l'ambassadeur britannique à Alger

Le ministre de l'Énergie, Mustapha Guitouni, a reçu jeudi l'ambassadeur du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord à Alger, M. Andrew James Noble, avec lequel il a évoqué la coopération énergétique entre les deux pays, a indiqué jeudi un communiqué du ministère.

Lors de cette rencontre, les deux parties ont passé en revue les relations de coopération et de partenariat, notamment dans le domaine énergétique. Ils ont aussi abordé les différents domaines dans lesquels il existe des opportunités de développer des partenariats, des échanges d'expérience et des solutions à des préoccupations communes, notamment en matière de formation et de transfert de technologie et de savoir-faire, a précisé la même source. A cette occasion, le ministre a remercié l'ambassadeur pour sa diplomatie active en faveur du renforcement de la coopération entre les deux pays, a conclu le communiqué. **L. E.**

Stockage de carburant

## Les capacités nationales devraient atteindre 2 millions de m<sup>3</sup>

Les capacités nationales de stockage de carburant devraient passer de 600 000 m<sup>3</sup> actuellement à 2 millions de m<sup>3</sup> en 2021, a indiqué jeudi le ministre de l'Énergie, Mustapha Guitouni, précisant que cet «ambitieux» programme permettrait d'atteindre une autonomie de stockage de carburant de 30 jours contre 11 jours actuellement. Ce programme prévoit la réalisation de plusieurs centres de stockage régionaux, dont celui du centre dans la région de Lekhchem à Aïn Oussera (Djelfa) d'une capacité de stockage de 40 000 m<sup>3</sup>, a précisé M. Guitouni qui répondait à une question orale au Conseil de la nation, ajoutant que ce centre couvrira les besoins de Djelfa, de

Médéa et des wilayas limitrophes et assurera une autonomie de 30 jours.

Le site devant abriter ce centre a été retenu parmi six sites (deux à Djelfa et quatre à Médéa) pour sa grande superficie (10 ha) et sa proximité de la raffinerie de Tiaret qui sera bientôt réalisée, et de la ligne de chemin de fer et de la RN 1.

Parallèlement au renforcement des capacités de stockage, les capacités de production de carburant seront augmentées à la faveur de l'extension et du réaménagement de la raffinerie de Baraki (Alger) qui devrait entrer en service en octobre 2018 et de la réalisation de deux nouvelles raffineries à Hassi Messaoud (Ouargla) et Tiaret, les-

quelles entreront en service à partir de 2021. Avec la mise en oeuvre de ce programme, les capacités nationales de raffinage de pétrole devraient atteindre 40 millions par an, selon les précisions du ministre. Ce plan vient répondre à la hausse de la demande de produits pétroliers au cours des 10 dernières années, la demande de carburant ayant augmenté de 7% en moyenne annuelle au cours de cette période.

Cette importante progression s'explique par l'augmentation de la taille du parc automobile national, l'amélioration du niveau de vie des citoyens, la relance économique et les prix bas du carburant, selon M. Guitouni. **Y. N.**

Investissement en aquaculture

# Plus de 250 dossiers en étude

Plus de 250 dossiers pour l'investissement dans le domaine de l'aquaculture, marine et continentale, sont en étude au niveau de la direction générale de la pêche et de l'aquaculture, a affirmé, jeudi à Oran, le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui.



**S'**exprimant dans une conférence de presse organisée à l'occasion de l'ouverture du 7<sup>ème</sup> Salon international de la pêche et de l'aquaculture (Sipa2017), organisée au Centre des conventions d'Oran, du 9 au 12 novembre en cours, il a indiqué que 40 fermes aquacoles sont déjà en production, alors que 250 projets sont en étude.

Avec une capacité globale de production dépassant les 25 000 tonnes, les 40 fermes aquacoles, 24 spécialisées en aquaculture marine, et 16 en pisciculture d'eau douce, ce résultat est satisfaisant, vu que l'activité était inexistante

il y a quelques décennies, a souligné M. le ministre.

Le premier responsable de la pêche a appelé en cette occasion les investisseurs à s'intéresser au secteur de l'aquaculture, qui dispose de grandes opportunités, soulignant que l'Etat a mis toutes les mesures pour assurer un cadre juridique et un climat d'affaire des plus favorables concernant ce créneau.

Evoquant le programme de l'aquaculture intégrée à l'agriculture, M. Bouazgui a affirmé que son département vise à impliquer 5 000 agriculteurs disposants de bassin d'irrigation, dans ce programme, qui consiste à l'empois-

sonnement des bassins d'irrigation, avec un double objectif : l'enrichissement de l'eau d'irrigation en matières organiques, et la consommation du poisson, et même sa commercialisation.

S'agissant des efforts à faire pour la protection de la biodiversité marine, qui subit diverses agressions, telles que la surpêche et la pollution, le ministre a rappelé qu'un décret exécutifs a été récemment promulgué concernant la création des récifs artificiel, qui joue un grand rôle dans la régénération des ressources halieutiques, et la protection des espèces.

Un autre décret a été signé, et qui concerne les sites d'échouage, destinés aux professionnels de la pêche artisanale, a fait savoir le ministre notant qu'une organisation de profession de la pêche s'impose, de façon à protéger le pêcheur et l'activité.

Questionné sur la pêche à la dynamite, M. Bouazgui a estimé qu'il s'agit de cas isolés, dont la charge revient aux services de sécurité, soulignant que ce genre de dépassement est passible de sévères sanctions, allant de la saisie du matériel de pêche, jusqu'à des peines de prison.

L. M.

Finances

## Raouya reçoit les ambassadeurs de Suisse et des Emirats arabes unis

Le ministre des Finances, Abderrahmane Raouya, a reçu les ambassadeurs de la confédération Suisse, Mme Muriel Berset Kohen, et de L'Etat des Emirats arabes unis, M. Youcef Saif Khamis Subaa Al-Ali, avec lesquels, il a évoqué la coopération bilatérale, a indiqué jeudi un communiqué de ce ministère. Ainsi, ces rencontres ont permis de passer en revue l'état de la coopération bilatérale et les actions à entreprendre en commun pour sa consolidation et sa diversification, dans un intérêt mutuel, a noté la même source. Dans ce cadre, il a été convenu de la nécessité de mettre en place une stratégie qui permettrait aux hommes d'affaires des deux pays de mieux se connaître afin de réaliser des partenariats gagnant-gagnant, lit-on dans le texte. D'autre part, le ministre a également reçu, mardi, le représentant du premier ministre britannique pour le partenariat économique avec l'Algérie, Lord Richard Risby, a noté la même source.

A cette occasion, les deux parties ont fait part des résultats positifs de la récente visite du ministre des Finances à Londres, à la tête d'une importante délégation algérienne pour participer à la Conférence sur la coopération économique et financière algéro-britannique, ayant eu lieu à la Mansion House, le 26 octobre dernier, a-t-elle ajouté. A cet effet, ils ont eu un échange de vue sur les étapes ultérieures pour la mise en œuvre des créneaux de coopération identifiés au cours de cette conférence dans les domaines de la bourse, des banques, de la fiscalité et de la promotion des start-up en Algérie. Selon la même source, les deux parties ont également abordé la coopération dans le cadre de l'étude prospective «Vision 2035» en cours d'élaboration.

Lord Risby, qui est en visite en Algérie dans le cadre de la célébration du 75<sup>ème</sup> anniversaire de l'opération «Torch» a tenu à rendre hommage aux sacrifices des soldats algériens lors de la Seconde Guerre mondiale, a conclu le communiqué. M. B.

Relizane

## Montage de 10 000 voitures à l'usine Volkswagen de Sidi Khettab

Un montage de 10 000 voitures a été réalisé à l'usine de Volkswagen depuis son ouverture le 27 juillet 2017 à Sidi Khettab (20 km au nord de Relizane), a-t-on appris jeudi lors d'une visite effectuée par la wali de Relizane, Mme Nacéra Brahimi, dans cette unité. Le directeur chargé de la gestion de l'usine, Mokhtar Naïli a indiqué, en marge de cette visite, que le montage inclut quatre marques de ce label dont Volkswagen, Skoda et Seat. Un staff technique jeune composé de 556 employés dans les domaines de la mécanique, de l'électricité auto et de la peinture a contribué à ce montage, a-t-il fait savoir rappelant que l'usine a été réalisée dans le cadre d'un protocole d'accord entre le groupe Sovac et la firme allemande Volkswagen signé fin novembre 2016. Cette usine a été construite dans la zone industrielle de Sidi Khettab sur une superficie de plus de 150 ha pour un investissement de plus de 20 milliards de DA (près de 170 millions d'euros), selon la direction de wilaya de l'industrie et des mines. Sa capacité de production est estimée à 12 000 véhicules durant la première année (2017) pour atteindre 100 000 après cinq ans. Le taux d'intégration est de 15% actuellement pour atteindre 40% dans cinq ans, a-t-on indiqué, ajoutant que cette usine contribuera, à l'avenir, à la création de 1 400 emplois directs et indirects au profit des habitants de la région et des wilayas voisines. O. B.

L. M.

Campagne de pêche des thonidés 2018

# L'Algérie demandera l'augmentation de son quota

**L'**Algérie compte demander l'augmentation de son quota de pêche de thon rouge pour la prochaine campagne de pêche des thonidés et des négociations sont prévues avec la Commission internationale pour la conservation des thonidés de l'atlantique (Cicta) à la mi-novembre en cours, a indiqué à l'APS, le directeur général de la pêche et de l'aquaculture.

Questionné en marge du 7<sup>ème</sup> Salon international de la pêche et de l'aquaculture (Sipa), Taha Hamouche a déclaré que les négociations avec la Cicta se tiendront à Marrakech du 14 au 20 novembre courant. «L'Algérie étant déterminée à défendre ses chances pour augmenter son quota», a-t-il souligné.

Pour rappel, le quota de pêche de thon

rouge de l'Algérie pour 2017 a été porté à 1 043 tonnes, alors qu'il avait été fixé initialement à 546 tonnes par la Cicta, lors de sa réunion tenue en 2014 à Gènes (Italie) consacrée à la définition du plan de répartition des quotas de pêche par pays jusqu'à 2017.

L'Algérie avait bénéficié d'une augmentation graduelle de son quota qui avait été fixé à 243 tonnes au titre de l'année 2014, puis à 370 tonnes en 2015, à 460 tonnes en 2016 et enfin à 546 tonnes initialement pour l'année 2017, soit environ 2% du total admissible de captures (TAC).

L'augmentation du quota de l'Algérie de pêche de thon permettra des recettes en devises, le produit étant exporté vers l'Asie a souligné M. Hamouche, ajoutant que l'exportation du quota de 2017 a permis aux

investisseurs algériens d'enregistrer une quinzaine de millions d'euros.

Les négociations pour porter le quota de 2017 jusqu'à 1.043 tonnes étaient très dures a révélé Taha Hamouche, ajoutant que celles du quota de la campagne de 2018 le seront aussi. L'Algérie compte une flotte de 17 thoniers dont 14 ont épris à la saison 2017. Dans un autre sillage, s'agissant l'enrichissement local du thon rouge, le même responsable a précisé que les autorités algériennes avaient proposé à la Cicta la création de trois fermes d'enrichissement. Une dizaine d'investisseurs ont déposé des demandes dans ce sens. La commission ministérielle chargée du dossier en a sélectionné deux candidats qui remplissent les conditions requises.

Tourisme et artisanat

# Un atelier pour revoir et actualiser les textes de loi

**Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Hacène Mermouri, a annoncé, jeudi à Alger, la mise en place prochainement d'un atelier regroupant des experts et des spécialistes, qui sera chargé de la révision et de l'actualisation de l'ensemble des textes de loi régissant le secteur en vue de développer, promouvoir et moderniser toutes les entreprises et institutions spécialisées dans ce domaine.**



« **A**u vu de l'importance de la conjoncture actuelle, un atelier sera prochainement mis en place qui regroupera des experts et des spécialistes dans le domaine du tourisme et de l'artisanat, et sera chargé de la révision de l'ensemble des textes juridiques régissant le secteur, et ce dans le but de développer, promouvoir et moderniser toutes les entreprises et institutions spécialisées dans ce domaine », a affirmé M. Mermouri dans une allocution à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de l'artisan.

Dans ce contexte, le ministre a mis en avant l'importance d'«actualiser et de revoir le texte législatif régissant le secteur de l'artisanat et des métiers depuis 21 ans, à savoir l'ordonnance 96-01 datée de 1996», avant de souligner l'importance de la célébration de cette journée qui, a-t-il dit, est «une occasion pour reconnaître les créations et les contributions des artisans dans la réalisation du développement local et national».

Le ministre a adressé par la même occasion «ses sincères remerciements» au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour l'intérêt qu'il accorde au secteur de l'artisanat et des métiers, d'autant que ce sec-

teur est le reflet de la civilisation, de l'histoire et de la culture de la nation.

M. Mermouri a également appelé les artisans à «contribuer à la diversification de l'économie nationale, au développement et à la relance des métiers de l'artisanat».

Après avoir rappelé les réalisations accomplies par le secteur de l'artisanat à travers la contribution à la création d'emplois et de ressources durables, et à l'amélioration de la qualité des produits et des différentes prestations, le ministre a indiqué que le nombre d'artisans actuellement est de 340 000 et que le nombre d'emplois créés a atteint 890 000.

Le ministre a insisté sur l'impératif de «soutenir la formation en vue d'améliorer le niveau des artisans», rappelant que 30 666 artisans ont bénéficié d'une formation technique et pratique dans différentes branches de l'industrie artisanale et en matière de création et de gestion de micro-entreprises artisanales, outre la formation par l'apprentissage.

Il a, en outre, indiqué que le secteur a également contribué à la formation d'environ 4 651 détenus dans des centres de rééducation.

En matière de promotion et de commer-

cialisation, le ministre a mis l'accent sur «l'importance de participer aux foires nationales et internationales» qui sont, a-t-il dit, «l'outil stratégique par excellence en matière de commercialisation et de rapprochement entre artisans et consommateurs». Il a souligné la nécessité d'«exploiter les saisons estivales, le tourisme saharien et thermal, en vue d'exposer à la vente les différents produits de l'artisanat».

Il a, par ailleurs, salué «le partenariat entre son secteur et les différents autres secteurs», appelant le mouvement associatif et les Chambres d'artisanat et des métiers à «s'éloigner de l'assistanat en proposant des programmes adaptés à la conjoncture actuelle et ce, par la relance des activités du secteur et en oeuvrant à diversifier leurs revenus et à consolider le rôle des représentants des artisans».

Pour sa part, la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition féminine, Mme Ghania Eddalia, a insisté sur l'importance de «renforcer la solidarité nationale commune en vue de trouver les moyens nécessaires pour prendre en charge les aspirations de catégories importantes de la société», soulignant que le gouvernement «s'emploie à trouver des alter-

natives économiques efficaces, à travers l'exploitation des ressources disponibles afin d'aboutir au développement durable, en tenant compte des revendications sociales des citoyens à faible revenu ou des catégories vulnérables».

Mme. Eddalia a salué les orientations du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui souligne à chaque occasion, la nécessité de poursuivre les subventions sociales, de renforcer l'action de solidarité en assurant aux citoyens les moyens de contribuer avec efficacité à l'édification nationale, d'autant que l'Algérie traverse, à l'instar des pays du monde, une conjoncture économique difficile.

Dans ce cadre, la ministre a appelé à accorder davantage d'intérêt à l'artisanat, un domaine prometteur en matière d'investissement et de développement économique hors hydrocarbures.

A cette occasion, un accord de coopération a été conclu entre l'Agence nationale de gestion du micro-crédit (Angem) et la Chambre nationale de l'artisanat visant à renforcer l'action sectorielle commune et à relancer l'économie nationale.

R. L.

Journée mondiale de l'environnement

## Zerouati donne le coup d'envoi

■ La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fatima Zohra Zerouati, a donné le coup d'envoi des préparatifs de la célébration de la Journée mondiale de l'environnement prévue le 5 juin 2018, sous le thème «Vers une richesse environnementale durable», a indiqué un communiqué du ministère de l'Environnement et des énergies renouvelables.

La célébration de la journée mondiale de l'environnement interviendra dans un cadre participatif associant tous les acteurs concernés (citoyens, institutions concernées, société civile) à la protection de l'environnement, a déclaré la ministre à cette occasion, soulignant que le travail de proximité aura un impact positif au niveau local, à travers les différentes activités prévues dans 14 wilayas et dont le lancement se fera à partir de Tlemcen le 11 décembre prochain. Mme. Zerouati a affirmé que toutes les festivités, de même que les actions de proximité sont programmées sur le terrain, indiquant que la société civile dans son ensemble est concernée par la préservation de l'environnement.

Pour ce qui est du Sommet mondial sur le climat (COP 23), la ministre a indiqué qu'elle sera à la tête de la délégation algérienne, ajoutant qu'elle tiendra des rencontres bilatérales avec des représentants de plusieurs pays, ajoute la même source.

Mme Zerouati a, en outre, indiqué que si l'Algérie obtient le soutien et l'appui de la communauté internationale, le pays peut réduire jusqu'à 22% les émanations de gaz nocifs.

T. K.

Constantine

## La poterie, la dinanderie et la céramique recrutent le plus

**L**a poterie, la dinanderie et la céramique sont les spécialités artisanales qui recrutent le plus à Constantine, a indiqué jeudi à l'APS, le directeur de la Chambre de l'artisanat et des métiers (CAM), Nasreddine Benarab.

S'exprimant en marge de la cérémonie de sortie de la 15<sup>ème</sup> promotion d'artisans spécialisés en couture et confection de gâteaux traditionnels, M. Benarab a précisé à l'APS, que le plus grand nombre de ces postes de travail a été généré par le secteur de l'artisanat d'art à l'instar de la poterie, la dinanderie et la céramique avec 16 920 postes d'emploi depuis 1998, date de la création de la CAM.

Le second créneau pourvoyeur d'emplois et celui des services qui a contribué à la création de 13 199 emplois dans divers domaines comme la mécanique, la maçonnerie et la plomberie, a-t-il dit.

Le secteur de l'artisanat de production, a ajouté M. Benarab, vient en troisième position avec la création de 10 903 postes d'emploi liés aux différentes spécialités artisanales, à l'instar de la menuiserie et la boulangerie.

Un total de 884 entreprises artisanales, générant 2 652 nouveaux postes d'emploi ont été créés dans la wilaya entre les mois de janvier et octobre 2017 contre 800 entreprises générant 2 400 emplois recensés durant la même période de l'année dernière, a indiqué le même responsable.

Le principal facteur ayant contribué à augmenter le nombre de ce type d'entreprises est «lié aux dispositifs de soutien à l'emploi ainsi qu'à l'octroi, par la CAM, d'attestations de qualification aux jeunes désirant créer leurs propres entreprises», a-t-il affirmé.

Au moins 1 054 entreprises artisanales contribuant à la création de 2 676 emplois

ont été dénombrées en 2016, a-t-on rappelé auprès des services de la CAM.

Par ailleurs, un total de 83 personnes ayant bénéficié de cette formation, organisée entre les mois de juin et d'octobre 2017, ont été honorés lors de cette cérémonie tenue à la salle des fêtes de l'Assemblée populaire communale (APC).

Cette session de formation a ciblé 42 apprenants intéressés par la confection de gâteaux traditionnels et 41 stagiaires dans le domaine de la couture, selon la même source.

L'objectif de cette formation, encadrée par des professionnels des domaines, est «d'enrichir les connaissances et les compétences de cette frange de stagiaires et de peaufiner leur savoir-faire», tout en contribuant à la promotion de ce genre d'activités artisanales, a affirmé le directeur de la CAM.

T. K.

Oran

## La ferme Aqua-parck pêche produira 600 tonnes de dorades et de loups de mer

La ferme Aqua-parck pêche, un investissement privé implanté à Cap Falcon, sur la corniche oranaise, ambitionne de porter sa production de dorades et de loups de mer à 600 tonnes en 2018, a-t-on appris du propriétaire de ce site d'élevage.



« Nous allons atteindre une production de 400 tonnes de dorades et de loups de mer à la fin de cette année pour la porter en 2018 à 600 tonnes », a indiqué Abrir Khelifa, qui a expliqué au ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Abdelkader Bouazgui, présent sur place, que cette production sera atteinte en portant le nombre de cages immergées utilisées dans l'élevage de ces deux espèces de poissons de 7 actuellement à 12.

De son côté, la responsable technique de ce projet, Dhaouiya Moussa, a fait état d'un projet visant à élargir cette activité en ajoutant 7 autres cages immergées pour atteindre 19 unités à

l'horizon 2019 ce qui assurera, a-t-elle estimé, une production de 1.330 tonnes à raison d'une moyenne de 70 tonnes par cage.

La même responsable a également précisé que durant ce mois de novembre, il a été procédé à la commercialisation de près de 60 tonnes de dorades à des grossistes spécialisés dans les produits halieutiques, alors que les prévisions de commercialisation de cette espèce de poissons portent sur une quantité de 60 tonnes à la fin du mois de décembre prochain.

La ferme Aqua-parck pêche, créée en 2014, compte se lancer dans l'élevage et la production d'autres espèces de poissons. Un investissement de 409 mil-

lions DA sera consacré à cet effet, a-t-on indiqué.

La visite du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche dans la wilaya d'Oran se poursuivra, vendredi. Il devra assister à des communications qui seront données dans le cadre de la 7ème édition du Salon international de la pêche et de l'aquaculture (SIPA) et visitera des fermes aquacoles à Tafraoui et Oued Tlelat.

Le SIPA, inauguré ce jeudi, enregistre la participation de 140 exposants dont 35 étrangers, 10 organisations régionales et internationales représentant 17 pays arabes, européens et africains.

L. M.

Bordj Bou Arreridj

## Création de plus de 16.000 postes d'emploi

Au total, 16.111 postes d'emploi ont été créés dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj depuis le début de l'année 2017, a-t-on appris jeudi du directeur local de l'emploi.

S'exprimant au cours d'une conférence de presse organisée au siège de cette direction, Mohamed Gassem a indiqué que ce nombre est réparti entre 11.865 postes temporaires et 4.246 postes permanents, dont la plupart activant dans le secteur économique.

Le taux de chômage dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj est de l'ordre de 7,41 %, a-t-il relevé, affirmant que ce taux était « faible comparé à la moyenne nationale ».

M. Gassem a prédit une baisse dans le taux de chômage dans la capitale des Biban à la faveur de la relance des chantiers d'habitat et le lancement de plusieurs projets d'investissement devant

générer 34.000 postes d'emploi au cours des deux prochaines années.

« Le manque de main d'œuvre qualifiée est un souci qui constituera un problème au cours des années à venir », a souligné la même source, qui a appelé les demandeurs d'emploi à se diriger vers les centres de formation professionnelle afin d'améliorer leur niveau de compétence.

Des ateliers de formation seront organisés au profit des jeunes, dont les projets ont été validés par l'Agence nationale de soutien à l'emploi des jeunes (ANSEJ), par la Caisse nationale des assurances chômage (CNAC), et ce en vue de leur permettre de mieux gérer leurs entreprises, de créer des postes d'emploi permanents et de relancer le développement local.

Des techniques pratiques pour la recherche d'emploi, l'élaboration des

curriculum vitae et la réussite d'entretiens d'embauche seront également à l'ordre du jour de ces ateliers ciblant les promus des secteurs de l'enseignement supérieur et de la formation professionnelle, a-t-on noté.

Par ailleurs, 5.915 contrats de travail ont été résiliés depuis le début de l'année en cours en raison des absences et du cumul de fonctions, a indiqué M. Gassem, assurant que la démarche a permis au trésor public de récupérer un montant de plus de 15 millions de dinars.

Il est à noter que le secteur de l'emploi dans la wilaya de Bordj Bou Arreridj compte 6.774 entreprises, dont 6 670 du secteur privé et 23 sociétés étrangères, soulignant que ces entreprises activent dans les secteurs de l'industrie, du bâtiment et des travaux publics (BTP), de l'agriculture et des services.

M. Y.

Constantine

## Campagne pour le recouvrement des cotisations de la CNAS

Une campagne d'information et de sensibilisation a été lancée récemment par la Caisse nationale des assurances sociales (CNAS) de Constantine au profit des employeurs en vue d'accélérer le processus de recouvrement des cotisations, a-t-on appris jeudi auprès du directeur par intérim de cette agence locale.

Au cours d'une conférence de presse, le même responsable a indiqué que cette manifestation première du genre sera organisée de manière régulière à raison d'une semaine tous les mois et visera en particulier les employeurs activant dans divers secteurs publics et privés à travers le territoire de la wilaya.

Cette manifestation d'information a pour but d'inciter les employeurs à honorer leurs engagements s'agissant des assurances sociales, de les orienter vers les procédés à suivre pour accomplir les déclarations à distance, opérationnelles depuis 2014 et de rappeler les mesures incitatives prises pour l'encouragement des opérations de déclaration et de cotisation, a souligné le même responsable.

Selon le même responsable, cette opération de sensibilisation qui s'inscrit dans le cadre de la stratégie de modernisation initiée par la Direction générale de la CNAS, sera ponctuée par des stages de formation ciblant les employeurs.

Le recouvrement des cotisations de l'assurance sociale permettra la préservation des équilibres financiers de la Caisse pour garantir les avantages offerts aux citoyens, a indiqué de son côté le sous-directeur chargé du recouvrement, M. Chérif Sahel.

L'organisation d'opérations de sensibilisation, de contrôle et d'accompagnement des employeurs activant notamment dans le secteur du commerce, et le contrôle des salaires figurent parmi les principaux thèmes du programme adopté en 2017 par l'Agence locale de la CNAS visant l'amélioration de son rendement à travers notamment la lutte contre l'évasion fiscale, a ajouté le même responsable.

Y. B.

Batna

## Raccordement de foyers au réseau de gaz naturel

Une opération de mise en service d'un réseau de raccordement au gaz naturel au profit de 1288 familles résidant dans les communes de Tigherghar, Lemsane et Tighanimine dans la wilaya de Batna, a été lancée jeudi dans une ambiance festive.

Selon les explications fournies, in situ, au wali de Batna, Abdelkhalek Sayouda, cette opération s'inscrit dans le cadre du programme quinquennal (2010-2014), nécessitant un montant global de 695.588 millions de dinars, dont 327.430 millions ont été consacrés pour la réalisation du réseau de transport de cette énergie.

De son côté, le directeur local de l'énergie, Allaoua Djarj, a fait savoir que ce projet porte sur le raccordement d'un total de 1518 familles au réseau gaz naturel affirmant que le travaux sont en cours actuellement pour afin de raccorder les foyers restants.

Située à 110 km de la ville de Batna, la commune de Tigherghar est la soixantième collectivité locale de cette wilaya à bénéficier du gaz naturel selon le chef de l'exécutif local qui a révélé que plusieurs régions à travers la wilaya de Batna seront raccordées au réseau de distribution du gaz naturel avant « la fin de l'année en cours ».

Cette opération de mise en service du réseau de gaz naturel a eu lieu dans le cadre d'une visite de travail effectuée par Abdelkhalek Sayouda dans des communes relevant de quatre daïras dont celles de Teniet El Abed et de Takout, où il a inspecté de nombreux projets de développement.

Il s'est, en outre, rendu sur les chantiers de réalisation de l'hôpital de Teniet El Abed (120 lits) et de Takout (60 lits) où il a insisté sur la nécessité de livrer ces deux projets avant la fin de l'année 2017.

L. O.



Nucléaire iranien

# L'AIEA réaffirme que Téhéran respecte ses engagements

Le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Yukiya Amano, a réaffirmé, jeudi à New York, à l'ambassadrice américaine à l'ONU, Nikki Haley, que Téhéran respectait ses engagements dans l'accord nucléaire de 2015, selon un communiqué de l'AIEA.



Il s'agit de la deuxième rencontre entre les deux responsables, la première ayant eu lieu fin août à Vienne, lors d'une visite au siège de l'AIEA de la diplomate américaine qui est à la manoeuvre côté américain sur le dossier nucléaire iranien.

Depuis ce déplacement, le président américain Donald Trump a décidé en octobre, sur conseil de Nikki Haley, de

ne pas «certifier» que l'Iran respecte ses engagements, et de renvoyer le dossier au Congrès américain pour décider d'une éventuelle reprise de sanctions américaines.

En échange de garanties sur le caractère uniquement civil du programme nucléaire iranien, les signataires de l'accord ont entrepris de lever progressivement leurs sanctions internationales sur l'Iran.

Lors de leur entretien, les deux responsables «ont discuté de l'application et de la surveillance» des engagements de Téhéran dans cet accord conclu avec six grandes puissances (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Royaume-Uni et Allemagne), a précisé l'AIEA.

Yukiya Amano a répété à son interlocutrice que cet accord «représentait un

apport considérable pour la vérification nucléaire et que les engagements iraniens étaient respectés», selon la même source.

«Jusqu'à présent, l'AIEA a accès à tous les sites qu'elle veut visiter dans le pays», a aussi assuré Yukiya Amano à la diplomate américaine, a précisé l'AIEA. Fin août, Nikki Haley avait réclamé davantage de contrôles en Iran, les jugeant insuffisants.

«Les inspecteurs de l'AIEA continueront à faire leur travail d'une manière factuelle et impartiale», a insisté le directeur de l'Agence onusienne.

Dans un communiqué, la mission américaine à l'ONU a fait savoir de son côté que Nikki Haley avait «salué l'expertise et le professionnalisme» de l'AIEA. La diplomate a aussi «exprimé le soutien des Etats-Unis aux efforts de l'AIEA pour une vérification robuste des activités nucléaires en Iran».

Nikki Haley a enfin réaffirmé l'importance à ses yeux d'«un accès complet et transparent» pour l'AIEA aux installations iraniennes, selon le communiqué.

Yukiya Amano effectue actuellement une tournée aux Etats-Unis. Il s'est entretenu au Congrès américain à Washington avec plusieurs parlementaires et doit prononcer vendredi une allocution devant l'Assemblée générale de l'ONU.

AFP

Irak/Kurdistan

## Baghdad prêt à recruter jusqu'à 50 000 combattants peshmergas

Les autorités irakiennes s'engagent à payer les salaires à un certain nombre de combattants peshmergas qui ne devrait pas dépasser 50 000 hommes, a déclaré Ahmed Hamah, député irakien de l'Alliance kurde et membre de la commission parlementaire des finances. «Le gouvernement fédéral a à plusieurs reprises promis de prendre en charge les salaires de 45 000 à 50 000 combattants peshmergas. Cela nécessitera de 37 à 40 milliards de dinars chaque mois», a fait savoir le député, cité par Sputnik. Il a souligné que les effectifs des forces peshmergas du Kurdistan irakien comptaient officiellement 266 000 combattants, alors que selon des données non officielles ce nombre s'élevait à 400 000. Pour sa part, un autre membre de la commission des finances Abdel Kadir Muhammed (Alliance kurde) a indiqué à Sputnik que 12,67% du budget fédéral programmé pour l'année 2018 était destinés aux forces terrestres auxquelles appartiennent les unités peshmergas. Mi-octobre, suite à la tenue du référendum sur l'indépendance du Kurdistan irakien, les forces fédérales ont rétabli leur contrôle sur la province de Kirkouk. Les peshmergas positionnés dans la région s'y sont retirés en vertu d'un accord entre certains de leurs dirigeants avec Baghdad.

H. M.

Missiles anti-aériens

## La Turquie signe une lettre d'intention avec Paris et Rome

Le ministre turc de la Défense, Nurettin Canikli, a procédé mercredi à la signature d'une lettre d'intention avec ses homologues française et italienne, Florence Parly et Roberta Pinotti, qui ouvre la voie à l'achat de missiles sol-air à un consortium franco-italien.

Cette lettre permet aux trois pays de « manifester leur intérêt pour une coopération dans le domaine de la défense anti-aérienne et des missiles sol-air », a expliqué une source française citée par l'AFP.

Ces armements sont fabriqués par le consortium franco-italien Eurosam, auquel participent notamment le groupe français Thalès et le fabricant de missiles européen MBDA. La lettre doit permettre au consortium, qui collabore avec deux sociétés turques, "d'analyser et définir les besoins" de l'armée turque, a-t-on précisé de même source. Ces systèmes de défense anti-aérienne sont déjà utilisés par les armées française et italienne. L'Italie en a même déployé certains en Turquie pendant un temps, pour l'aider à intercepter d'éventuels missiles tirés depuis la Syrie en guerre voisine.

Cette signature ne constitue pas à ce stade un engagement juridique. La prochaine étape consisterait en la conclusion d'un «contrat de définition». Elle a eu lieu en marge d'une réunion des ministres de la Défense de l'Alliance atlantique à Bruxelles. Cette signature a été saluée par le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg.

«Il est très important d'avoir de l'interopérabilité (qui permet aux armées alliées de coopérer sur le plan technique) et lorsque trois nations (de l'Alliance) travaillent ensemble, c'en est un exemple», s'est-il félicité devant la presse.

T. L.

Afghanistan

## Les Américains s'inquiètent du manque d'effectifs

L'Otan s'est engagée à envoyer des renforts en Afghanistan mais cette promesse n'a été que partiellement tenue, ce qui risque de compliquer encore plus la situation sur le terrain, ont déclaré jeudi à Bruxelles des responsables militaires américains.

Lors d'une réunion des ministres de la Défense de l'Alliance atlantique, le général John Nicholson, commandant des forces américaines en Afghanistan, a souligné l'«impérieuse nécessité» de renforcer les effectifs chargés de former les forces de sécurité afghanes. Le secrétaire général de l'Otan,

Jens Stoltenberg, a annoncé cette semaine que des renforts, environ 3 000 hommes, seraient envoyés en Afghanistan, les Etats-Unis et leurs alliés devant se partager le fardeau.

Ce renfort doit porter à environ 16 000 le nombre de membres de la mission de l'Otan en Afghanistan.

Pour le moment, on estime de source diplomatique que les Etats-Unis devraient fournir 2 800 hommes et leurs alliés environ 700.

L'Allemagne a annoncé qu'elle n'augmenterait pas sa contribution l'an prochain. «Les

engagements pris jusqu'ici suffisent», a dit aux journalistes la ministre allemande de la Défense, Ursula von der Leyen.

«Mon idée, c'est de me concentrer sur les choses que seules les forces américaines peuvent faire. Je ne voudrais pas employer ces forces à des choses que les alliés peuvent faire», a expliqué par ailleurs le général Nicholson.

La situation s'est détériorée ces derniers mois en Afghanistan et «nous avons dû nous battre avec les pires moyens que nous ayons eus en 16 ans», a-t-il déploré.

Reuters

Palestine

## Commémoration du 13<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Yasser Arafat

Des milliers de Palestiniens ont commémoré jeudi dans la bande de Ghaza la mort du leader historique Yasser Arafat, il y a 13 ans, dans un contexte de réconciliation entre mouvements palestiniens.

Les milliers de personnes participants répondaient à l'appel de Mohammed Dahlane, ancien homme fort du parti Fatah dans la bande de Ghaza, aujourd'hui

exilé aux Emirats arabes unis.

Les manifestants ont brandi des portraits d'Arafat ainsi que des drapeaux palestiniens. Sur une estrade, de larges portraits du leader disparu côtoyaient ceux de cheikh Ahmad Yassine, chef spirituel du Hamas, assassiné lors d'un raid d'hélicoptère israélien à Ghaza en 2004. Un discours a été lu au nom de M. Dahlane. Arafat, l'un des fonda-

teurs du Fatah, mort de causes inconnues le 11 novembre 2004 dans un hôpital proche de Paris, demeure une figure éminente pour les Palestiniens. En Cisjordanie, plusieurs dizaines de responsables, de membres du Fatah et d'anonymes se sont rassemblés sur le tombeau d'Arafat, arborant des photos de l'ancien chef de l'Organisation de libération de la Palestine, mais aussi

de son successeur M. Abbas et des drapeaux du Fatah. «Nous voulions vraiment venir cette année à cause de la réconciliation avec Ghaza», a expliqué une des manifestantes, Sanaa Al-Rifai. «Nous espérons que cette réconciliation n'est qu'un début et que l'âme du martyr (Arafat) reposera davantage en paix quand il verra le peuple palestinien réuni».

T. M.

Zimbabwe

## L'éviction du vice-président, test de la mainmise de Mugabe sur le pouvoir

Le président Robert Mugabe contrôle d'une poigne de fer le Zimbabwe depuis près de quatre décennies, mais l'éviction de son vice-président Emmerson Mnangagwa, un de ses anciens fidèles, pourrait avoir des répercussions incontrôlables à l'approche des élections générales de 2018.



Emmerson Mnangagwa a été humilié cette semaine après un bras de fer avec la Première dame, Grace Mugabe, qui se retrouve désormais en position idéale pour succéder à son époux âgé de 93 ans.

Ce départ forcé lundi d'un des lieutenants de Robert Mugabe a fait éclater au grand jour les rivalités au sein du parti présidentiel de la Zanu-PF, au pouvoir depuis l'indépendance en 1980.

"La situation actuelle est pleine d'incertitudes", estime Piers Pigou, spécialiste du Zimbabwe au centre d'analyse International Crisis Group (ICG). "On entre en terrain inconnu."

"Il semble que Mugabe soit prêt à éliminer des pans entiers (de la Zanu-PF) qui forment la base du soutien historique du parti (...) et ce afin de consolider sa position et le leadership à venir", avance-t-il.

A peine tombé en disgrâce, Emmerson Mnangagwa, 75 ans, a fui le Zimbabwe pour l'Afrique du Sud, selon ses proches.

Mais celui qui entretient des liens étroits avec les militaires a

promis de défier Robert et Grace Mugabe, les accusant de se prendre pour des "demi-dieux". Il a assuré qu'il "reviendrait au Zimbabwe pour diriger" la Zanu-PF, qui n'est pas "la propriété personnelle" des Mugabe.

La réponse du régime ne sait pas fait attendre: quelques heures plus tard, il était expulsé du parti, qui tient son congrès en décembre.

A cette occasion, Grace Mugabe, une figure très controversée, pourrait être nommée au poste de vice-président désormais vacant.

"La grande question est de savoir ce qu'il va désormais advenir de Grace Mugabe", actuellement présidente de la puissante Ligue des femmes de la Zanu-PF, insiste Piers Pigou.

Le rôle qui pourrait être confié à la Première dame, âgée de 52 ans, risque de menacer l'avenir de la Zanu-PF. Cette femme au tempérament de feu, connue pour ses goûts de luxe, compte de nombreux opposants au sein du parti et du gouvernement.

"C'est le début de la fin pour

la Zanu-PF. On assiste à la destruction totale de l'héritage de Mugabe", souligne l'analyste indépendant Dewa Mavhinga à l'AFP.

"Si Grace arrive au sommet, elle tombera parce qu'elle s'est fait beaucoup d'ennemis. Elle est dangereuse. La Zanu-PF pourrait être détruite de l'intérieur", ajoute-t-il.

### Mafia

On ignore quelle pourrait être la prochaine manœuvre d'Emmerson Mnangagwa. Mais le chemin pour accéder au pouvoir semble semé d'embûches.

"Ce sera très difficile pour lui de se présenter comme un démocrate (...). On ne peut pas être membre de la "mafia" pendant une cinquantaine d'années et soudain la dénoncer", fait remarquer Dewa Mavhinga.

M. Mnangagwa a joué un rôle clé dans les violences qui ont ensanglanté la présidentielle de 2008, remportée par le président Mugabe après le retrait de l'opposant Morgan Tsvangirai.

Il est aussi soupçonné d'être

l'architecte des "atrocités de Gukurahundi" dans les années 1980, alors qu'il était ministre de la Sécurité. L'armée avait massacré quelque 20.000 dissidents dans la région zimbabwéenne du Matabeleland.

Aujourd'hui, "la balle est dans le camp de Mnangagwa mais que peut-il faire en dehors du parti ?", se demande Piers Pigou.

La semaine prochaine pourrait être cruciale: les anciens combattants de la guerre d'indépendance, qui ont pris fait et cause pour lui, ont prévu d'organiser des manifestations anti-Mugabe à Harare.

Mais leur tenue reste incertaine, d'autant que toute forme d'opposition dans les rues de la capitale est habituellement réprimée par les forces de sécurité.

Le ministre de l'Enseignement secondaire, Jonathan Moyo, a prévenu le "fugitif" Mnangagwa qu'il pourrait être rattrapé par la justice.

"La justice a la main longue. Elle peut atteindre quiconque partout et à n'importe quel moment", a-t-il menacé, affirmant qu'Emmerson Mnangagwa était recherché dans la disparition de 15 millions de dollars de revenus tirés de l'industrie diamantifère.

Selon le cabinet BMI chargé d'évaluer les risques et basé à Singapour, le risque d'un coup d'Etat militaire au Zimbabwe a diminué avec l'éviction d'Emmerson Mnangagwa.

Il table aussi sur une nouvelle victoire de Robert Mugabe à la présidentielle de 2018. Le chef de l'Etat a déjà été investi par la Zanu-PF en dépit de son grand âge et sa santé fragile. Il est aujourd'hui le plus vieux dirigeant au monde.

AFP

### Burundi La CPI approuve l'ouverture d'une enquête

La Cour pénale internationale (CPI) a approuvé jeudi l'ouverture d'une enquête sur la situation au Burundi afin d'établir si des crimes relevant de sa compétence ont été commis par des membres des forces gouvernementales ou des groupes armés liés au pouvoir entre avril 2015 et octobre de cette année.

Cette décision intervient quelques jours après la décision de Bujumbura de quitter la juridiction de la CPI ce qui n'empêche pas cette dernière d'enquêter sur des faits commis alors que le Burundi en était encore membre.

Dans un communiqué la CPI note que le procureur a présenté suffisamment de preuves de la commission de crimes contre l'humanité pour justifier qu'une enquête formelle soit ouverte, notamment pour des cas de meurtres, tortures, viols et persécutions qui ont fait plus de 1.000 morts.

Le Burundi traverse une crise politique depuis que son président, Pierre Nkurunziza, a annoncé en 2015 qu'il solliciterait un troisième mandat. Il a été réélu cette même année malgré les protestations de l'opposition qui estimait qu'il avait ainsi violé la constitution et en dépit des protestations de la communauté internationale.

"La #CPI, corrompue, vient de se tirer encore une balle dans le pied", a réagi sur Twitter l'un des principaux conseillers du président, Willy Nyamitwe. "La tricherie saute aux yeux. Sans doute que le #Burundi sortira vainqueur de cette bataille", a-t-il ajouté.

Reuters

### Burkina Faso Quatre assaillants tués lors d'une attaque

Quatre assaillants ont été tués jeudi lors d'une attaque contre un détachement militaire qui effectuait une patrouille de reconnaissance à Ariel, localité du nord du Burkina Faso, frontalière du Mali, ont indiqué à la presse des sources sécuritaires. "Quatre individus, dont l'identité n'a pas encore été déterminée, ont été abattus cet après-midi lors d'un accrochage avec une patrouille du détachement militaire de Nassoumbou", a déclaré sous couvert d'anonymat un officier de l'armée burkinabè cité par l'AFP.

"Cinq militaires ont été blessés dont un grièvement", a-t-il ajouté, évoquant également des "dégâts matériels" sur les véhicules de l'armée.

"Les assaillants ont ouvert le feu sur la patrouille lors de leur passage dans la zone d'Ariel", entraînant une "riposte automatique" qui a duré "plusieurs heures" des soldats des forces de défense et de sécurité, a expliqué l'officier.

Plusieurs armements et des munitions ont également été saisis auprès des assaillants, a indiqué une autre source sécuritaire jointe à Ouagadougou, se réjouissant d'une "victoire qui en augure d'autres avec la montée en puissance des forces de défense et de sécurité dans la région sahélienne".

R. L.

Guinée équatoriale

## Les électeurs demain aux urnes pour les législatives

Quelque 300.000 électeurs de Guinée équatoriale sont appelés demain aux urnes pour des élections législatives, sénatoriales et municipales sans grand suspense tant la domination du parti au pouvoir reste grande, mais où l'opposition affiche son ambition de peser au parlement.

Le pays d'1,2 million d'habitants, frontalier du Cameroun et du Gabon, doit élire ses 100 députés et 75 sénateurs, ainsi que les maires des deux principales villes: Malabo, capitale politique, et Bata, capitale économique.

"Dans une confrontation électorale, il n'y a ni vainqueur ni vaincu, c'est le peuple qui gagne", avait déclaré dans un discours à la nation fin octobre le président Teodoro Obiang Nguema.

En juillet, il a été reconduit à la tête du Parti démocratique de Guinée équatoriale (PDGE) pour une "durée indéterminée" et désigné candidat du parti pour l'élection présidentielle de 2022.

Le PDGE "est le parti le plus implanté dans le pays par sa force, son dynamisme et

par sa capacité de gérer la chose publique", a déclaré Martin Ela Ondo, membre du comité central du PDGE, promettant la gratuité de l'éducation primaire si le parti gagne les élections.

En face, une pléiade de partis d'opposition: l'Union du centre droit (UCD), une coalition de plusieurs partis emmenée par le parti Convergence pour la démocratie sociale (CPDS), et le parti Citoyens pour l'innovation (CI). C'est ce dernier parti qui fait le plus parler de lui à Malabo: bien que n'ayant jamais participé à un suffrage, il rassemble des milliers de militants et sympathisants à ses meetings, selon les médias.

La candidature de son leader, Gabriel Nse Obiang, ex-lieutenant de l'armée revenu de 13 années d'exil en Espagne, d'abord exclu de la présidentielle du 24 avril 2016 pour n'avoir pas vécu cinq années consécutives dans le pays, a été de nouveau exclu de ces élections.

Il a été condamné en mai dernier à six mois de prison pour "injures graves" envers le parti du président Teodoro Obiang

Nguema (74 ans, au pouvoir depuis 1979) ainsi qu'à l'interdiction d'exercer toute activité politique.

"Nous avons présenté 97% de listes électorales au niveau des circonscriptions, ce qui signifie que si les élections sont libres et avec la popularité dont jouit notre parti, nous espérons remporter les élections", déclare-t-il.

Durant la campagne, qui s'achève vendredi, les membres du parti CI se sont plaints de heurts entre militants et les autorités: dimanche, dans la ville d'Aconibe (sur la partie continentale du pays), le parti déclare que des policiers ont empêché une caravane électorale de se rendre au meeting prévu.

Selon CI, plusieurs policiers ont été blessés lors d'échauffourées et des militants ainsi que des candidats du parti ont été interpellés. Malgré cela, et dans un contexte de crise économique fortement marquée par la chute du prix du baril de pétrole, principale manne financière du pays depuis des décennies, l'opposition dit croire en ses chances.

R. A.

Trump à Pékin

# Moisson d'accords à plus de 250 milliards de dollars

**Donald Trump a dévoilé, jeudi à Pékin, une vertigineuse moisson d'accords commerciaux pour plus de 250 milliards de dollars : de quoi plaire au président américain qui promet un rééquilibrage des échanges bilatéraux, même si leur concrétisation pourrait s'avérer très aléatoire.**

Ces accords, signés pour la première visite de M. Trump en Chine, ont été annoncés en fanfare lors d'un sommet avec son homologue chinois Xi Jinping, sous les ors du Palais du Peuple. Ils concernent l'énergie, l'aéronautique, l'agroalimentaire ou l'électronique, et des géants américains comme Boeing, Caterpillar, General Electric ou Qualcomm ; le montant total (253,4 milliards de dollars) donne le tournis.

Tout sourire, M. Trump, qui avait fait de l'excédent commercial chinois l'un des boucs émissaires de sa campagne présidentielle, a assuré qu'il ne jetait pas la pierre à Pékin. «Qui peut reprocher à un pays de profiter d'un autre pays pour le bien de ses citoyens ?» a-t-il lancé.

L'avalanche d'accords a été qualifiée de «véritable miracle» par le ministre chinois du Commerce, Zhong Shan.



Mais pour James McGregor, président Chine du cabinet APCO Worldwide, c'est surtout «de la politique à l'ancienne: un dirigeant arrive et tire prestige d'une série d'accords déjà en cours, auxquels d'autres sont ajoutés pour arriver à un gros chiffre».

Certes, le bouillant hôte de la Maison-Blanche «pourra tweeter qu'il est un formidable négociateur», a-t-il indiqué à l'AFP. En réalité, la plupart des annonces concernent des protocoles d'accord non contraignants et des lettres d'intention, plutôt que des contrats fermes. «Il est judicieux de se demander ce qui va réellement se concrétiser», avertit Christopher Balding, professeur à l'Université de Pékin, pointant des annonces «vagues», voire des partenariats «de routine».

## Gaz en Alaska

«Certains protocoles d'accords pourraient mener à rien, il est facile d'être cynique. Mais d'autres sont assez substantiels», tempère James McGregor.

Ainsi, à l'heure où Pékin s'efforce de diversifier ses approvisionnements d'hydrocarbures, trois organismes étatiques chinois ont conclu un accord pour exploiter du gaz naturel liquéfié en Alaska, avec jusqu'à 43 milliards de dollars d'investissements prévus.

Pour autant, cette salve d'accords ne

devrait rééquilibrer que marginalement le déficit commercial américain avec le géant asiatique (environ 350 milliards de dollars par an selon Washington), et ne change rien au protectionnisme chinois que dénonce volontiers Washington.

Donald Trump a de nouveau dénoncé jeudi les transferts de technologies imposés aux firmes étrangères et les restrictions d'accès à de nombreux secteurs. Les Etats-Unis ont récemment imposé des droits antidumping sur l'aluminium chinois et enquêtent sur la politique de Pékin en matière de propriété intellectuelle.

«Rester grand ouvert, voilà notre stratégie de long terme», a rétorqué Xi Jinping devant une délégation d'hommes d'affaires américains. Mais sans qu'aucun progrès n'apparaisse sur ce terrain.

«Nous n'avons vu aucun accord sur l'accès au marché ou sur une ouverture accrue de la Chine aux investissements: or, c'est plus important pour les firmes américaines que de grands coups commerciaux uniques», insiste M. Balding.

«Honnêtement, dans l'ensemble, ce que nous avons accompli jusqu'à présent (en matière commerciale) reste limité», a reconnu le secrétaire d'Etat Rex Tillerson, évoquant une situation «intenable».

En déroulant le tapis rouge à M. Trump, à coup de canons et de gros accords, Pékin adoptait une «stratégie chinoise classique», commente l'ancien ambassadeur américain à Pékin Max Baucus.

## Boeuf du Montana

Dans la liste dévoilée jeudi, figure un accord entre le fabricant américain d'engins de chantier Caterpillar et le mastodonte China Energy, portant sur des ventes d'équipements miniers - mais sans détail financier.

De son côté, le fabricant de semi-conducteurs Qualcomm a signé des protocoles d'accord avec trois producteurs de smartphones chinois, Xiaomi, Oppo et Vivo, assurant pouvoir leur vendre «environ 12 milliards de dollars» de puces en trois ans.

Boeing a signé un accord portant sur l'achat de 300 avions pour un prix catalogue de 37 milliards de dollars, sans préciser si toutes ces commandes étaient nouvelles.

Enfin, dans l'agroalimentaire, JD.com, spécialiste chinois de la vente en ligne, s'est engagé à acheter pour 2 milliards de dollars de produits aux Etats-Unis sur les trois prochaines années - dont 1,2 milliard de dollars de viande, notamment du boeuf du Montana.

AFP

## Corée du Nord: Trump dénonce «les fantasmes» du «dictateur» de Pyongyang

Le président américain Donald Trump a dénoncé vendredi les «fantasmes» du «dictateur» de Pyongyang, jugeant que l'Asie ne pouvait être prise en otage par le régime nord-coréen.

«L'avenir de cette région et de ses merveilleux habitants ne peut être pris en otage par les fantasmes de conquête violente d'un dictateur et par le chantage nucléaire», a-t-il déclaré depuis Danang, au Vietnam.

Lors des trois premières étapes de sa tournée asiatique - Japon, Corée du Sud, Chine - le président américain a insisté sur la nécessité pour tous «les pays responsables» d'accentuer la pression sur Pyongyang pour qu'il abandonne son programme nucléaire.

Jeudi à Pékin, il a appelé son homologue chinois Xi Jinping à agir «vite». La Chine, principal partenaire commercial de la Corée du Nord, peut régler ce problème «facilement et rapidement», a-t-il martelé.

Les médias officiels nord-coréens ont réitéré vendredi que le régime n'était en aucun cas disposé à négocier sur l'éventuelle fin de ce programme, qualifiant cette idée de «stupide».

«Nous ne sommes pas opposés au dialogue mais nous ne mettrons jamais les questions liées aux intérêts suprêmes de la Corée du Nord et de la sécurité de ses citoyens sur la table des négociations», soulignait une tribune publiée dans le journal gouvernemental Minju Josen.

AFP

## La mondialisation est une «tendance historique irréversible» (président chinois)

La mondialisation est une «tendance historique irréversible», a estimé vendredi le président chinois Xi Jinping, qui s'exprimait juste après le président américain Donald Trump au sommet annuel du forum de l'Asie-Pacifique (Apec), à Danang au Vietnam.

Les échanges doivent être repensés pour être «plus ouverts, plus équilibrés, plus équitables et bénéfiques pour tous», a-t-il expliqué, se plaçant en nouveau champion du libre-échange.

Quelques minutes auparavant, sur la même scène, le président américain avait assuré que son pays «ne tolérerait plus» les

échanges inéquitables, se déclarant être prêt à se battre pour «L'Amérique d'abord», son slogan de campagne.

«Nous ne laisserons plus les Etats-Unis se faire abuser», a-t-il martelé devant des dirigeants de l'Asie-Pacifique encore sous le choc du retrait abrupt des Etats-Unis de l'accord de libre-échange Asie-Pacifique (TPP).

Vu comme un contrepoids à l'influence grandissante de la Chine, ce traité avait été signé en 2015 après d'âpres négociations par 12 pays d'Asie-Pacifique représentant 40% de l'économie mondiale.

«Nous devrions soutenir le libre-échange et pratiquer un régionalisme ouvert pour

permettre aux pays en développement de tirer davantage profit du commerce et des investissements internationaux», a de son côté poursuivi le président chinois.

Sorti renforcé du dernier congrès du Parti communiste, Xi Jinping est vu comme le dirigeant le plus fort depuis des décennies, à la tête d'un pays qui se voit en puissance montante à même d'ébranler la domination américaine. La Chine a d'ailleurs annoncé vendredi élargir l'accès des entreprises étrangères à son secteur financier, mettant fin à des restrictions vivement critiquées par les partenaires de Pékin.

AFP

Arabie

# Plus de 200 personnes arrêtées dans la purge anticorruption

**Plus de 200 personnes ont été arrêtées en Arabie Saoudite dans le cadre d'une purge anticorruption sans précédent menée récemment dans le Royaume, qui a notamment visé des princes, ministres et hommes d'affaires, ont indiqué jeudi les autorités saoudiennes.**

Cette annonce intervient sur fond de réformes choc dans le royaume ultraconservateur sous l'impulsion du jeune prince héritier Mohamed ben Salmane. Elle survient aussi dans un climat de plus en plus tendu avec l'Iran et après la démission du Premier ministre libanais Saad Hariri - proche de Riyad -, un an après avoir formé un gouvernement avec le Hezbollah pro-iranien. «Un total de 208 personnes ont été convoquées pour interrogatoire jusqu'à présent. Sur ces 208 personnes, sept ont été relâchées sans être inculpées. L'ampleur potentielle des actes de corruption révélés est très grande», a indiqué le procureur général du royaume dans un communiqué. Les sommes concernées par ces malversations atteignent 100 milliards de dollars (86,1 milliards d'euros) «sur quelques dizaines d'années», selon la même source, qui parle d'une enquête sur trois ans.

Des princes, dont le célèbre milliardaire Al-Walid ben Talal, des ministres ainsi que des hommes d'affaires ont été appréhendés samedi soir lors d'une opération coup de poing qui fait suite à la mise en place d'une nouvelle commission anticorruption présidée par le prince héritier, dont l'emprise sur le pouvoir est croissante. Les autorités ont gelé les comptes bancaires des suspects et prévenu que tout actif qui serait lié à des affaires de corruption serait saisi au profit de l'Etat.

## Raisons politiques ?

Les personnalités arrêtées —et détenues dans un lieu non précisé par les autorités—



vont être jugées devant un tribunal, a indiqué lundi le procureur général.

Mais cette vague d'arrestations pourrait aussi faire partie d'une lutte pour le pouvoir, a souligné mercredi Human Rights Watch (HRW). Elle intervient en tout cas au moment où Mohammed ben Salmane consolide son pouvoir et tente d'introduire des réformes économiques et sociales inédites.

Contrôlant les principaux leviers du gouvernement, de la défense à l'économie, le jeune prince héritier semble chercher à étouffer les contestations internes avant tout transfert formel du pouvoir par son père, le roi Salmane, âgé de 81 ans.

Signe que c'est l'homme fort du pays, c'est lui qui a reçu jeudi soir à Riyad le président français Emmanuel Macron, qui a annoncé cette visite surprise alors qu'il se trouvait aux Emirats arabes unis pour le lancement du Louvre Abu Dhabi.

Le prince héritier a initié un vaste plan de réformes appelé «Vision 2030», destiné notamment à diversifier l'économie saoudienne, trop dépendante du pétrole. Depuis la chute des prix du brut à la mi-2014, Riyad a

dû fortement réduire ses dépenses publiques.

Fin septembre, le pays, le dernier au monde interdisant aux femmes de conduire, avait annoncé qu'elles pourraient prendre le volant à compter de juin 2018.

Cette purge anticorruption intervient dans un climat politique et diplomatique très tendu, avec des échanges de plus en plus vifs entre l'Arabie sunnite et son rival iranien, ces deux grandes puissances s'opposant sur de nombreux dossiers, dont les guerres en Syrie et au Yémen.

En Syrie, l'Iran, aidé par le mouvement chiite libanais Hezbollah, est le principal soutien régional du régime de Bachar al-Assad. L'Arabie s'oppose elle au président syrien et appuie des groupes rebelles.

## Climat régional tendu

Dans ce contexte tendu, Riyad a appelé jeudi ses ressortissants à quitter «le plus vite possible» le Liban «vu la situation» dans ce pays. Quelques jours plus tôt, le protégé de l'Arabie saoudite, Saad Hariri, avait annoncé sa démission depuis le royaume en accusant le Hezbollah et son allié iranien de «mainmi-

se» sur le Liban.

Dimanche, le chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, dont le mouvement était membre de la coalition gouvernementale de M. Hariri, a accusé Riyad d'avoir contraint Saad Hariri à la démission. Le Koweït a aussi appelé tous ses citoyens à quitter le Liban et à ne pas s'y rendre «par mesure de précaution». Bahreïn, un troisième pays du Golfe, avait déjà appelé dimanche ses ressortissants à quitter le Liban et à éviter de s'y rendre. Au Yémen, l'Arabie saoudite a lancé en mars 2015 une opération militaire à la tête d'une coalition arabe pour empêcher des rebelles, accusés d'être appuyés par Téhéran, de prendre le contrôle de l'ensemble de ce pays voisin. Riyad a accusé mercredi l'Iran «d'agression directe» après le tir d'un missile en direction de l'aéroport international de Riyad par les rebelles.

«Le président français a condamné cette attaque au missile sur Riyad par les Houthis, et souligné la solidarité de la France avec le Royaume», a affirmé la SPA, l'agence de presse d'Etat saoudienne, en affirmant que le prince Salmane et son interlocuteur avaient «également discuté des récents développements au Moyen-Orient et de leurs efforts pour la sécurité et la stabilité dans la région, y compris via une coordination dans le combat contre le terrorisme».

Aucun commentaire n'avait encore été fait sur cette visite du côté français.

AFP

## Saad Hariri «libre de ses mouvements» à Riyad, selon Le Drian

Le Premier ministre libanais démissionnaire, Saad Hariri, est «libre de ses mouvements» en Arabie Saoudite, a déclaré vendredi le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian. «On pense qu'il est libre de ses mouvements et il importe que lui-même fasse ses choix», a déclaré le chef de la diplomatie française sur Europe 1.

Saad Hariri a annoncé samedi sa démission du poste de Premier ministre depuis l'Arabie saoudite, expliquant craindre pour sa vie. Selon plusieurs sources de Reuters, Beyrouth considère qu'il est retenu contre son gré par les autorités saoudiennes.

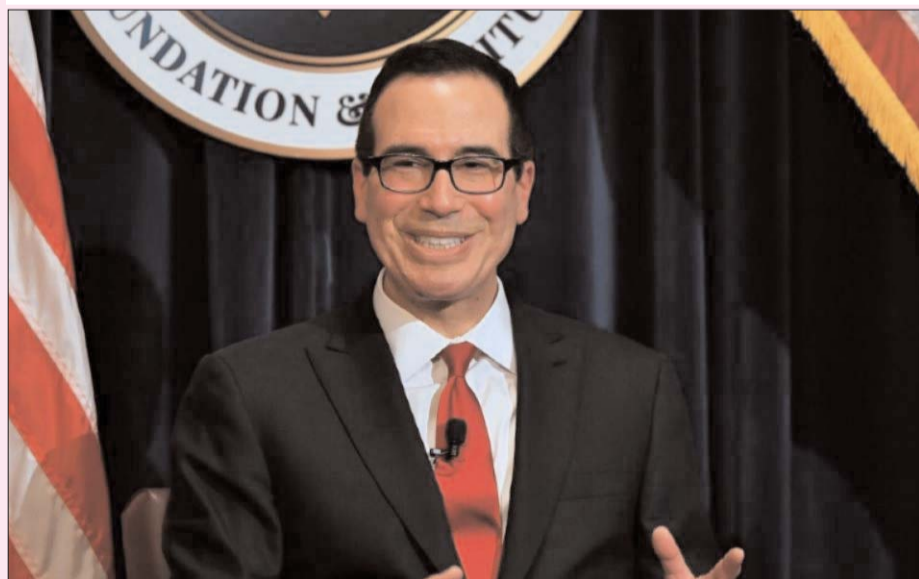
L'ambassadeur de France à Riyad a rencontré Saad Hariri jeudi, avant la visite surprise d'Emmanuel Macron dans le Royaume, où le président français a évoqué la situation au Liban avec le prince héritier d'Arabie Saoudite, Mohamed Ben Salman, a-t-on appris de sources diplomatiques. Rien n'a filtré dans l'immédiat quant à un éventuel contact entre Saad Hariri et le chef de l'Etat français pendant la visite-éclair de ce dernier à Riyad.

A Dubaï jeudi, Emmanuel Macron a fait savoir que Hariri n'avait formulé aucune demande pour venir en France, démentant les rumeurs de ces derniers jours faisant état de sa possible venue à Paris. Paris entretient des liens étroits avec le Liban, ancienne colonie française, et avec Saad Hariri, qui a vécu en France. «Le sujet qui nous préoccupe, c'est la stabilité du Liban et qu'il y ait une solution politique qui se mette en place rapidement», a déclaré Jean-Yves Le Drian sur Europe 1.

Deux responsables du gouvernement libanais ont affirmé jeudi que Saad Hariri était prisonnier à Riyad et un troisième a dit à Reuters que les autorités saoudiennes avaient ordonné au Premier ministre libanais de démissionner, et qu'il se trouvait en résidence surveillée. Jean-Yves Le Drian est attendu en Arabie Saoudite le 16 novembre. Il doit également se rendre en Iran, plus tard dans le mois.

Reuters

## Nouvelles sanctions contre le Venezuela, 10 responsables visés



Washington a annoncé jeudi une nouvelle vague de sanctions contre le Venezuela visant cette fois 10 responsables vénézuéliens accusés d'avoir sapé le processus électoral, censuré des médias et de corruption dans les programmes alimentaires.

«Les Etats-Unis ne vont pas rester sans réagir alors le régime de (Nicolas) Maduro continue de détruire l'ordre démocratique et la

prospérité au Venezuela», a commenté le ministre américain du Trésor Steven Mnuchin, cité dans un communiqué.

Ces sanctions interviennent alors que le Venezuela est dans une situation économique catastrophique. Le pays est sous la menace d'un défaut de paiement de sa dette faute de liquidités disponibles.

Le Trésor américain précise que cette déci-

sion fait suite aux élections du 15 octobre, marquées par «de nombreuses irrégularités qui suggèrent fortement une fraude» électorale. «Nous poursuivrons nos efforts importants pour sanctionner les responsables du gouvernement vénézuélien qui sont complices des tentatives de Maduro de miner la démocratie, les droits de l'homme, d'inhiber la liberté d'expression, ou impliqués dans la corruption publique», a-t-il ajouté.

Parmi les personnes visées figurent notamment Sandra Oblitas Ruzza, vice-présidente et un des responsables du conseil national électoral, Julian Isaias Rodriguez Diaz, ambassadeur vénézuélien en Italie ainsi que Ernesto Emilio Villegas Poljak, ministre de la Culture et ancien ministre de l'Information et Jorge Elieser Marquez Monsalve, ministre du bureau de la présidence.

En conséquence des sanctions décidées jeudi, «tous les biens de ces personnes sont gelés et les citoyens américains ne sont pas autorisés à commercer avec eux», selon le communiqué du Trésor.

Ces sanctions s'ajoutent à celles décidées les 31 juillet et le 24 août. Fin août, elles avaient pour objectif de couper les financements accordés au Venezuela en bloquant l'accès aux devises étrangères.

Washington avait alors jugé «inacceptable» le régime du président Nicolas Maduro, qualifié de «dictateur».

AFP

Philippines

# Duterte affirme avoir poignardé quelqu'un à mort à 16 ans

**Le président philippin Rodrigo Duterte a déclaré avoir poignardé quelqu'un à mort quand il était encore adolescent, dans un discours de défi destiné à promouvoir sa guerre contre la drogue en amont d'un sommet de dirigeants de la planète à Manille.**

Dans des déclarations devant la communauté philippine de la ville vietnamienne de Danang jeudi soir, M. Duterte a également menacé de « gifler » Agnès Callamard, rapporteuse spéciale de l'Onu sur les exécutions sommaires ou arbitraires. Il a qualifié de « fils de pute » ceux qui critiquent sa campagne de répression du trafic de drogue.

« Quand j'étais adolescent, je rentrais et je sortais de prison. J'étais dans des bastons ici, des bastons là », a lancé le président philippin. Il se trouve à Danang à l'occasion du sommet annuel du forum de l'Asie-Pacifique.

« A 16 ans, j'avais déjà tué quelqu'un. Une vraie personne, une baston, des coups de couteau. J'avais seulement 16 ans. C'était pour un simple regard. Combien de plus maintenant que je suis président ? »

M. Duterte, 72 ans, a été élu en 2016 après avoir promis d'éradiquer le trafic de drogue en faisant abattre jusqu'à 100.000 trafiquants et toxicomanes présumés.

Depuis son arrivée au pouvoir voici 16 mois, la police a annoncé avoir abattu 3.967 personnes. Des inconnus ont tué 2.290 suspects dans des affaires de drogue. Des milliers d'autres personnes ont été abattues dans des circonstances non élucidées, selon les chiffres de la police.

Le président reste très populaire dans l'archipel, où de nombreux Philippines estiment que la sécurité s'est améliorée.

## 'hyperbole'

Mais ses opposants, aux Philippines comme à l'étranger, l'accusent d'orchestrer des meurtres extrajudiciaires en masse, perpétrés par des policiers corrompus et des miliciens.

M. Duterte dément parfois inciter les policiers au meurtre mais il fait régulièrement les gros titres à cause de ses propos orduriers et ses tirades incendiaires.

En 2016, il avait déclaré qu'il serait « heureux de massacrer » trois millions de toxicomanes. Il avait qualifié l'ancien président américain Barack Obama de « fils de pute » pour avoir critiqué la répression antidrogue. En décembre dernier, il avait affir-



mé qu'il avait personnellement abattu des suspects pour donner l'exemple à la police lorsqu'il était maire de Davao, la grande ville du sud des Philippines.

Son porte-parole d'alors avait tenté après coup d'éclaircir ces propos, déclarant que ces meurtres avaient été commis durant une « opération de police légitime ».

Le magazine Esquire avait publié un entretien avec M. Duterte, qui n'était alors pas président, dans lequel il disait avoir « peut-être » poignardé quelqu'un à mort à l'âge de 17 ans. Il s'agissait peut-être d'une référence à l'incident décrit à Danang.

Durant la campagne électorale, M. Duterte avait raconté qu'il avait été expulsé de l'université pour avoir tiré sur un étudiant qui l'insultait. L'étudiant a survécu, selon les médias.

L'entourage de M. Duterte demande fréquemment aux journalistes de ne pas le prendre au pied de la lettre, soulignant qu'il aime plaisanter et que c'est un adepte de « l'hyperbole ».

## 'silence tacite'

Son nouveau porte-parole, Harry Roque, a expliqué que ses nouvelles déclarations pourraient aussi relever de l'exagération. « Je crois que c'était une plaisanterie. Le président utilise toujours un langage fleuri quand il est avec des

Pinoys (Philippines) à l'étranger », a-t-il dit par texto à l'AFP. A propos de Mme Callamard, qui a souvent critiqué la guerre contre la drogue, le président philippin a lancé : « Cette rapporteuse. Je vais la gifler devant vous. Pourquoi, parce que tu m'insultes ». M. Duterte accueille en début de semaine prochaine un sommet de l'Association des nations du sud-est asiatique, auquel assistera entre autres le président américain Donald Trump.

Le président américain avait chanté les louanges de la politique antidrogue de son homologue philippin, saluant en avril dans un échange téléphonique son « travail incroyable sur le problème de la drogue ».

Les défenseurs des droits de l'Homme estiment peu probable que le sujet de la répression antidrogue soit abordé au sommet de l'Asean et que celui-ci va servir de coup publicitaire à M. Duterte.

« M. Duterte bénéficiera d'un cadeau, le silence tacite des leaders de l'Asie de l'Est au sujet de sa guerre meurtrière contre la drogue », a déclaré à l'AFP Phelim Kine, directeur adjoint pour l'Asie de Human Rights Watch. « Le message du sommet, ça sera du gagnant-gagnant économique qui fait bien plaisir et qui passera sous silence le fait que Duterte a déchaîné une campagne de meurtres extrajudiciaires de masse ».

AFP

## Camp australien de Manus La Papouasie détruit les abris

Les autorités de Papouasie-Nouvelle-Guinée ont détruit vendredi les abris de fortune et les sources d'eau dans un camp australien de réfugiés qui vient d'être fermé, à quelques heures de l'expiration d'un ultimatum les menaçant d'une évacuation par la force, selon les migrants.

Objet de vives critiques des organisations de défense des droits de l'homme, le camp de l'île de Manus, ouvert par Canberra en Papouasie pour détenir et traiter les dossiers de demandeurs d'asile, a été officiellement fermé le 31 octobre, ayant été jugé anticonstitutionnel par la Cour suprême locale.

Mais environ 600 hommes s'y sont barricadés, alors même que l'eau et l'électricité ont été coupés.

Les migrants ont été priés de se rendre dans trois centres de « transition », mais ils disent craindre pour leur sécurité en raison de l'hostilité de certains habitants.

D'après l'Iranien Behrouz Boochani, la police et les services de l'immigration de PNG ont rasé les abris des détenus et détruit les poubelles dont ils se servaient pour recueillir l'eau de pluie.

« La police et l'immigration ont détruit nos abris. Dans les pièces, il fait très chaud sans électricité pour les ventilateurs. Nous avons construit ces abris pour avoir de l'ombre et être protégés du soleil tropical et de la pluie », a-t-il dit sur Twitter.

Il a également déclaré que les barrières de sécurité entourant le camp avaient été ôtées jeudi. Sur une photographie qu'il a envoyée à l'AFP, on peut voir l'eau être vidée des poubelles.

Un autre réfugié, le Soudanais Abdul Aziz Adam, a montré à l'AFP la photographie d'hommes en train d'abattre un abri.

Parallèlement, une vidéo tournée par le groupe australien de défense des droits GetUp et illustrant les conditions de vie sordides des migrants a été publiée vendredi.

On y voit des réfugiés en train de dormir sur des tables, des toilettes bouchées et des trous creusés pour trouver de l'eau.

« Des décès et des maladies graves sont inévitables dans les jours à venir », a déclaré dans un communiqué la co-directrice de GetUp, Shen Narayanasamy, qui s'est rendue sur place. « Ces hommes sont malades, ils ont faim et soif. Les conditions sont déplorables et il est évident qu'on ne choisirait pas de vivre là si on pensait pouvoir être en sécurité ailleurs ».

Les autorités papouasiennes ont lancé jeudi un ultimatum aux 600 réfugiés, leur donnant jusqu'à samedi pour quitter les lieux volontairement et les menaçant de les évacuer par la force.

Canberra mène une politique extrêmement dure vis-à-vis des migrants qui tentent de gagner ses côtes, en les reléguant sur Manus ou dans le micro-État insulaire de Nauru.

L'Australie n'accepte aucun boat-people sur son sol, même ceux qui remplissent les critères du droit d'asile.

AFP

Rome

# Agression d'un journaliste par le frère d'un mafioso

Le parquet de Rome a ouvert une enquête après l'agression d'un journaliste de la télévision publique italienne Rai par le gérant d'une salle de sport, frère d'un célèbre boss mafieux d'Ostie, une affaire qui a suscité une vague d'indignation dans le pays selon les médias.

Alors qu'il était interrogé sur son amitié avec un représentant local du mouvement d'extrême droite CasaPound, Robert Spada a subitement asséné un violent coup de tête au journaliste, lui fracturant le nez, avant de le poursuivre à coups de matraque, selon les images diffusées en boucle jeudi en Italie.

« Il m'a frappé parce que je posais des questions. Il devrait demander pardon à

Ostie » pour l'image qu'il donne de la ville, a déclaré le journaliste agressé, Daniele Piervincenzi, qui travaille pour une émission d'investigation.

Avec son caméraman, il était à Ostie, localité sur le littoral à une trentaine de kilomètres de Rome dont elle est un arrondissement, pour un reportage sur le premier tour des municipales qui s'est tenu dimanche, deux ans après la dissolution du conseil d'arrondissement pour infiltrations mafieuses.

« Pardonnez-moi, je comprends et je respecte le travail de tous », s'est excusé Roberto Spada sur Facebook tout en cherchant à expliquer son geste.

Le journaliste « entrainé en force dans une

association réservée aux seuls membres, il perturbait une séance de travail, faisant peur à mon fils. Vous, vous qu'auriez-vous fait ? », s'est-il interrogé, en assurant que « la patience a des limites ».

L'affaire a suscité une vague d'indignation en Italie, à commencer par le chef du gouvernement, Paolo Gentiloni, qui a téléphoné au journaliste pour exprimer sa « solidarité après cette agression brutale ».

« La violence du clan Spada est inacceptable. Nous arrêtons la criminalité à Rome », a affirmé la maire de Rome, Virginia Raggi. Son Mouvement 5 étoiles (populiste), est au coude-à-coude avec une coalition de droite au 2e tour de la municipale du 19 novembre.

Le clan Spada avait apporté son soutien au mouvement néo-fasciste CasaPound, qui a effectué une percée avec 8% des voix au 1er tour. Le ministre de l'Intérieur, Marco Minniti, a dénoncé « une affaire très grave, par l'acte en soi, par le profil de l'agresseur et parce qu'un organe de presse a été touché pendant une campagne électorale ».

La famille de Roberto Spada est considérée par la justice italienne comme un clan mafieux sévissant dans la région littorale de la capitale. Son chef Carmine Spada, frère de Roberto, a été condamné en 2016 à dix ans de prison pour « extorsion avec la circonstance aggravante d'association mafieuse ».

R. N.

Animé par M'hamed Yacine

# Concert hawzi dans une ambiance festive

Le chanteur du hawzi, M'hamed Yacine, a animé jeudi soir à Alger un concert de musique andalouse, dans une ambiance festive devant un public nombreux.



**A**ccueilli au Palais de la culture Moufdi-Zakaria à Kouba, le récital, d'une heure et demie de temps, a réuni une vingtaine de pièces, entre inqilabets et extraits de noubas, brillamment rendus dans une variation modale scindée en trois parties, par le chanteur M'hamed Yacine, à la voix limpide et étoffée, accompagné par un orchestre de sept musiciens professionnels.

Dans le mode Raml El Maya, d'abord, le chanteur, également au violon électrique, a étalé les pièces, Rit Er'Rayad (inqileb), Dakhil Hasbek Ya Ouled Et'ir

(N'çraf), et dans le mouvement Khlaf, *Ya saki Weski Habibi, Rimoun Ramatni Cheghiftou Biha et Rebbi Ya Moudjib Aâbdou.*

Entamant la deuxième partie dans le mode Sika, M'hamed Yacine a enchaîné avec *Taht El Yassamine Fel'ilil*, une valse qui a embarqué l'assistance dans une randonnée romantique, *Ya Badiâe El Hosn* (istikhar vocal), *Sir Ya Naker Lahçen* (melhoun) et *Selli Houmoumek*, au rythme ternaire qui a incité le public au déhanchement, dans une atmosphère de grands soirs.

Les instrumentistes, Mansour Brahimi à la mandoline,

Mohamed Réda au piano, Arslène au luth et Imed Houari au qanun, ont fait montre de toute l'étendue de leurs talents respectifs dans des envolées de virtuoses, lors d'introductions en solo ou en réponses aux interprétations du chanteur avec un soutien orchestral dense et diversifié, soumis à une section rythmique des plus originales, conduite par Djamel Boughanem à la basse électrique, Mounir Baâdj et Fouad Berbère aux percussions.

Les pièces au ton relevé dans le mode *Djarka, Ma ken'chi Aâchiq b'Hali, Sbart Mazelt*

*Nesbar, Ma yebli Sadr Ahnin, Men Choufet En'ndjal et Had El Gharam Li K'temtou* ont donné de l'entrain à l'assistance qui a manifesté du répondeur au «ténor» et son équipe, par des applaudissements nourris et des youyous répétés.

Dans une prestation de haute facture, M'hamed Yacine, séduisant par sa présence et maîtrisant son «métier» d'artiste, a conclu avec d'autres pièces du terroir andalou et chaâbi, à l'instar de, *Mazal Haï Mazal, Zinek Hawalni, Wahd El Ghoziyel.*

Né en 1972 dans une famille de mélomanes, M'hamed Yacine s'initie très jeune à la mandoline et rejoint le conservatoire de Kouba, où il est encadré par des professeurs de renom, à l'instar de Bachir Mazouni, Nachid Bradaï et le regretté Mahmoud Mesekdji, avant de décrocher, en 1987, ses premiers diplômes d'interprète et d'instrumentiste.

En 1990, il poursuit sa formation à l'Ecole normale supérieure (ENS) de Kouba, où il étudie le violon comme spécialité et obtient en 1994 une licence en musicologie qui lui permet de professer dans un lycée à Alger où il enseignera pendant cinq ans.

Imprégné, selon ses musiciens, de «tous les styles de musique algérienne» tout en restant «attaché au genre andalou», M'hamed Yacine compte à son actif trois CD, *Album Hawzi* (2005), *L'été en fête* (2006) et *Album 2015*, confiant à l'APS qu'il «prépare un nouvel opus pour l'année 2018».

Organisé par la direction du Palais de la culture Moufdi-Zakaria, sous l'égide du ministère de tutelle, le concert de musique hawzi de M'hamed Yacine a été programmé pour une représentation unique.

R. C.

Musée national des antiquités d'Alger

## Le masque de Gorgone exposé provisoirement

■ Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a indiqué jeudi à Alger, que le masque de Gorgone est exposé provisoirement au Musée national des antiquités, en attendant la création d'un nouveau musée à Annaba où il sera transféré. S'exprimant lors d'une séance plénière au Conseil de la nation, consacrée aux questions orales à poser à des membres du gouvernement, M. Mihoubi a affirmé que la conservation de ce masque à Alger - depuis sa récupération de Tunisie en 2014 - est liée à des raisons «purement sécuritaires», le Musée national des antiquités disposant, selon le ministre, de «toutes les conditions de sécurité pour prévenir tout autre tentative de vol». Répondant à la question du sénateur Mohamed Tayeb Laskari, le ministre de la Culture a relevé que le Musée d'Hippone à Annaba -réalisé en 1868 -, «ne réunit pas encore les conditions sécuritaires nécessaires», d'autant, a-t-il dit, qu'il est situé au niveau du vaste site archéologique d'Hippone qui requiert un plan minutieux pour sa sécurisation.

L'absence des conditions nécessaires à la sécurisation du patrimoine de ce musée a incité, a-t-il dit, son département ministériel à «lancer le projet de réalisation d'un nouveau musée disposant des mesures sécuritaires nécessaires et répondant aux normes modernes à proximité du musée actuel.

Le masque de Gorgone, pièce archéologique en marbre blanc qui date de l'époque romaine, a été volé en 1996 du site antique d'Hippone, avant d'être retrouvé en Tunisie après les événements qu'a connus ce pays en 2011.

A la question du membre du conseil, Ali Djerbaâ sur la non-réalisation du théâtre régional de Médéa - projet inscrit en 2012 et dont les travaux devaient être lancés en 2013 - M. Mihoubi a indiqué que l'étude a été achevée, mais la réalisation «a été reportée à une date ultérieure en raison de la conjoncture économique» que vit le pays.

Le ministre a ajouté que la situation économique au cours des dernières années «n'était pas propice pour la réalisation de nombreux autres projets inscrits, affirmant que son secteur a dégagé une enveloppe financière pour la réalisation de ce théâtre s'élevant à 600 millions de DA au titre de la nomenclature de l'équipement sectoriel de 2014». La nomenclature des dépenses de l'équipement sectoriel pour la wilaya de Médéa comprend 49 projets, avec une enveloppe financière globale s'élevant à 1 milliard 576 millions DA, dont 27 opérations en cours de réalisation avec une enveloppe financière globale de 900 millions de DA, a fait savoir M. Mihoubi, ajoutant que le nombre de projets culturels reportés au niveau de cette wilaya s'élevait à 22 avec un coût de 677 millions de DA.

R. N.

Photographie

## L'exposition «Il y a cent ans en Algérie» fait une halte à Alger

**L'**exposition de photographies, «Il y a cent ans en Algérie», retraçant le périple de deux pères blancs à travers les oasis algériennes en 1903, témoin de la vie quotidienne et de l'habitat de l'époque, a été inaugurée jeudi à Alger.

Organisée au Centre des arts du Palais des raïs-Bastion 23 par le Centre culturel et de documentation saharienne (Ccds), cette exposition regroupe des photos d'archives prises dans les villes de Ghardaïa, El Menéa, In Salah ou encore dans les régions du Touat et de la Saoura.

Une partie de cette exposition, intitulée «Aux oasis sahariennes, le voyage de deux pères blancs en 1903», témoigne de la vallée du M'Zab au début du siècle dernier avec plusieurs photographies des places de marché, des différents ksour et des images de la vie quotidienne restituant les fêtes populaires, les costumes de l'époque et la vie agraire dans la région.

Ce périple, entrepris à dos de dromadaires par Mgr Guérin et le Père Vellard entre février et juillet 1903, fait une halte importante dans la région du Touat et du Gourara à Adrar où les voyageurs se sont intéressés au ksour de Tamentit, à l'oasis de Deldoul, et aux villes de Reggane, Aoulef et Timimoune reconstituant par la photo la vie quotidienne de ces villes, la misère vécue par les populations locales à l'époque, ainsi que l'architecture oasienne.

L'exposition propose également aux visiteurs de découvrir des paysages du Grand Sud à In Salah et l'oasis de Tit ainsi que les textes originaux tirés du carnet de voyages des deux explorateurs qui se sont donné pour mission de «décrire les conditions de vie des populations et chercher des moyens de leurs venir en aide».

Au retour vers le Nord, les voyageurs proposent un autre focus sur la région de la Saoura (sud-ouest) avec plusieurs haltes dans les oasis de Kerzaz, Taghit, Béni Abbas, Iqli,

Figuig ou encore Fendi, où ils ont immortalisé des fêtes religieuses dans certains mausolées ainsi que l'architecture ksourienne de ces régions.

En plus de cette exposition, le Ccds propose des photographies datées de la même période de la Kabylie, avec des portraits, des paysages et des photos d'enfants à l'école ou au centre d'apprentissage des métiers, de la ville et du port d'Alger et de sa Casbah ainsi qu'un balayage de la ville de Djelfa.

Une série de clichés est également consacrée à la ville de Laghouat et à Aïn Madhi, son palais de Kourdane et son mausolée de Ahmed Tidjani.

Les responsables du Ccds ont indiqué que ces photographies d'archives ont été récemment retrouvées à Rome et une partie a été exposée dans les villes de Ghardaïa, Djelfa, Laghouat et Ouargla. L'exposition se poursuit au Bastion 23 jusqu'au 30 novembre.

Bilal L.

PAROLES DE FEMMES

" La famille est un ensemble de gens qui se défendent en bloc et s'attaquent en particulier. "

Diane de Beausacq



Page animée par Tinhinan

# FEMMES

ILS ONT DIT :

" Tout le genre humain n'est qu'une famille dispersée sur la face de toute la terre. "

Fénelon

ACTU-FEMMES

## Valérie Trierweiler en couple avec Alain Delon ? L'ex-first girlfriend répond sur Twitter



**Valérie Trierweiler et Alain Delon en couple, une ex-première dame et le plus grand acteur français, le casting est séduisant. Mais l'ex de François Hollande n'a pas tardé à réagir aux allégations d'un magazine people.**

**V**alérie Trierweiler a toujours été très à l'aise sur Twitter... Ségolène Royal s'en souvient encore. Cette fois, si l'ex-firstgirlfriend a pris son téléphone, c'est pour démentir les infos d'un magazine people. Ce vendredi 10 novembre, *Closer* fait sa couverture avec un scoop : Valérie Trierweiler en couple avec Alain Delon, le monstre sacré du cinéma qui vient de fêter ses 82 ans. Depuis plusieurs années, ils sont amis, mais ce serait plus que ça à en croire le magazine people qui, photo à l'appui, évoque un déjeuner dans une célèbre brasserie parisienne entre les deux, ainsi qu'un week-end à Douchy, la propriété de Delon.

Seulement voilà, Valérie Trierweiler n'était pas à Douchy à ce moment-là, mais à Trouville pour une signature de son livre, *Le secret d'Adele*. Un salon au cours duquel l'ex-première dame a posté des photos. Et si les deux ont posé ensemble, c'est pour un numéro spécial de *Paris Match*, journal dont Valérie Trierweiler est une collaboratrice.

Sur Twitter, l'ex de François Hollande a vivement réagi pour dénoncer une fake news... En 2014, c'est déjà *Closer* qui publiait les photos de François Hollande et Julie Gayet rue du Cirque, une publication qui avait précipité la fin de son couple. Désormais, c'est en toute décontraction que François Hollande et la comédienne prennent la pose devant les badauds pendant l'une de leurs escapades. Quant à Valérie Trierweiler, elle garde le mystère sur sa vie personnelle. Mais Alain Delon fut en effet un ami et un soutien pendant cette période difficile. Déjà des bruits avaient couru sur leur idylle. «A l'époque, Alain Delon avait été obligé de démentir les rumeurs de liaison». «Après notre repas, je l'ai simplement raccompagnée à sa voiture. Si j'éprouve une certaine affection pour elle, notre relation est sans équivoque aucune, avait-il expliqué à VSD. Et puis entre nous, si j'avais dû l'emmener pour un déjeuner amoureux, croyez-vous vraiment que je serais allé dans ce quartier, dans ce restaurant, en pleine semaine ?»

C'est la douloureuse - et publique - séparation de Valérie Trierweiler avec François Hollande qui a renforcé sa complicité avec Alain Delon. Face à ce désaveu brutal, la star de cinéma s'est vite sentie solidaire et s'est employée à soutenir cette femme qu'il trouvait si digne dans la tourmente. «Disons que j'ai trouvé le procédé assez peu cavalier», avait-il confié à l'époque, en référence à la liaison de François Hollande avec Julie Gayet. Depuis, l'amitié qui unit Trierweiler et Delon ne semble pas avoir faibli.

### Le chocolat

## Un médicament gourmand

**O**n connaissait ses vertus aphrodisiaques mais le chocolat semble révéler bien d'autres secrets. Il ne serait pas seulement une simple gourmandise, comme nous l'explique le professeur Henri Joyeux. Invité des 4 vérités, il a écrit *Comment se soigner avec le chocolat*. Le chocolat serait un antidépresseur. "Après une chimiothérapie, des traitements

lourds, vous pouvez aider un patient à mieux supporter le traitement. Il y a des molécules formidables qui sont présentes dans le chocolat, mais à condition qu'il soit noir et à 70% de cacao" explique le professeur Joyeux.

#### A consommer matin et soir

Pour le professeur Henri Joyeux, le chocolat

est à consommer quotidiennement. "La prescription est de un carré matin et soir. Il ne faut pas le croquer mais le faire fondre entre la gencive et la joue", commente le médecin avant de préciser une des autres vertus du chocolat.

"Il est bon pour le coeur, il baisse la tension artérielle car il très peu riche en sodium. Dans les maisons de retraite, il

devrait être délivré matin et soir. Le matin car il contient plus de caféine que le café et permet de se réveiller et le soir car il y a de la sérotonine dans le chocolat et cela permet de s'endormir plus tranquillement" conclut Henri



Joyeux.

### Forme

Mais d'où vient ce petit ventre ?

**Vous vous tenez mal. Constat : en vous regardant de profil, vous vous rendez compte que vous ne vous tenez pas droite. Les épaules sont relâchées, le dos est légèrement courbé, du coup, votre ventre se retrouve projeté en avant.**

Les muscles dorsaux comptent parmi les muscles stabilisateurs de notre corps qui permettent de se tenir droit et en équilibre. Notre mode de vie sédentaire fait que nous sollicitons rarement ces muscles. Résultat : ils deviennent paresseux. Prescription : pour y remédier, obligez-vous à vous tenir droite, épaules, hanches et pieds alignés de haut en bas, aussi souvent que possible. Efforcez-vous de rester debout et de travailler votre posture. Lorsque vous vous asseyez, l'idéal est de rester au bord de la chaise et de ne pas vous appuyer sur le dossier.

### Dépistage de la trisomie

## Les tests sanguins seraient plus efficaces que l'amniocentèse

**A**rrivés sur le marché en 2013, les tests ADN présentent l'avantage d'être moins invasifs que l'amniocentèse. Et surtout, il permettraient de dépister 100% des anomalies selon une étude.

Les tests sanguins, qui consistent à analyser l'ADN circulant dans le sang de la femme enceinte pour déterminer le risque d'anomalie chromosomique sont disponibles en France 2013. Toutefois, ils sont pour le moment réservés aux mamans à risque.

Une étude parue dans la revue médicale américaine *New England Journal of Medicine* pour-

rait peut-être faire évoluer les pratiques actuelles. Elle révèle en effet que ces tests ADN serait plus efficace que l'amniocentèse pour dépister les risques de trisomie 21 ainsi que deux autres anomalies chromosomiques moins fréquentes. Les analyses effectuées auprès de 16 000 femmes enceintes de 10 à 14 semaines de grossesse, ont permis de détecter la trisomie 21 chez les 38 foetus affectés, tandis que les techniques standard de dépistage effectué sur le même groupe de femmes, n'a permis d'identifier la trisomie que chez 30 foetus sur 38. Les résultats du prélèvement de l'ADN foetal ont ensuite été

confirmés par des examens du nouveau-né ou prénataux ainsi que par des analyses génétiques à la naissance. Les chercheurs précisent que l'analyse ADN foetal permet donc de réduire les diagnostics faussement positifs : seulement 9 cas ont été relevés avec cette technique contre 854 pour le dépistage conventionnel par amniocentèse.

On constate le même écart de diagnostics erronnés sur d'autres anomalies chromosomiques. Par exemple, sur les 10 cas de trisomie 18 (ou syndrome d'Edwards), l'analyse de l'ADN foetal a permis de diagnostiquer neuf cas correctement, contre huit pour les tests

standard qui ont par ailleurs produits 49 diagnostics faussement positifs. Quant à la trisomie 13 (ou syndrome de Patau), les deux cas ont correctement été détectés et seul un cas faussement positif a été identifié, contre un seul cas de trisomie diagnostiqué et 28 diagnostics faussement positifs pour les techniques standard.

Les scientifiques précisent néanmoins qu'à ce stade, bien que les tests de l'ADN foetal aient prouvé leur efficacité, les techniques habituelles peuvent seules "détecter le risque d'un ensemble d'autres anomalies du foetus".

### Calculs urinaires

Faut-il limiter ou éviter le calcium ?

**Contre le calcium, la méfiance fut longtemps de mise. Mais il est maintenant prouvé qu'un trop faible apport en calcium favorise la présence dans les urines des substances acides, appelées oxalates, provenant de ce que l'on mange. Or, justement, ces substances cristallisent facilement, et favorisent donc la formation de calculs. La consommation de calcium doit être normale, de 800 mg à 1 g quotidiens : l'alimentation (hors produits laitiers) en apportant 200 à 300 mg, il faudrait consommer chaque jour par exemple deux yaourts nature, et un quart de litre de lait ou une part de fromage (45 g de camembert ou 30 g de fromage à pâte dure type emmenthal). Les personnes consommant davantage de calcium doivent boire une eau peu calcique (moins de 100 mg/l, indiqué sur l'étiquette). Celles qui mangent peu de laitages doivent compenser avec une eau calcique (200 mg ou plus).**

### Parents

## Choix des aliments, plutôt que le régime

**M**ême en cas de ron- deurs, on évite de mettre un enfant au régime, afin de ne pas le caren- cer ou encore de diaboliser la nourriture. Pour sa croissance, il

a des besoins élevés en protéines, certains lipides, glucides, calcium, fer, vitamines... Le mieux est de lui faire manger un peu de tout en favorisant les "aliments amis".

Au premier rang figurent les fruits et légumes frais. En entrée, en accompagnement et au dessert, ils trouvent leur place tout au long des repas. Les efforts d'épluchages sont récompensés

par les fibres et les vitamines qu'ils apportent ! Ne pas oublier aussi les quatre produits laitiers répartis dans la journée et les féculents dont l'enfant a besoin pour se sentir rassasié.



## Les DEBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •  
• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.78.14.16 -

Fax : 021.78.14.17 - Service Publicité : 021.78.14.17 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : http://www.lesdebats.com • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

## SPORTS

## Equipe nationale Bentaleb forfait face au Centrafrique

■ Le milieu de terrain de l'équipe nationale, Nabil Bentaleb, a déclaré forfait pour la réception du Nigeria hier vendredi à Constantine dans le cadre de la 6e et dernière journée (Gr. B) des qualifications du Mondial 2018 et en amical face au Centrafrique le 14 novembre à Alger, a annoncé jeudi la fédération algérienne de football (FAF) sur son site officiel.

"Nabil Bentaleb est forfait pour les matches face au Nigeria et à la République centrafricaine. Arrivé lundi au Centre technique de Sidi Moussa alors qu'il sortait de deux semaines de convalescence pour soigner des douleurs pubiennes, Bentaleb a été ménagé durant les deux premiers jours du stage, mais après la séance d'entraînement de mercredi soir, il a ressenti des douleurs vives", a précisé la FAF.

«Après avoir été examiné par le médecin de la sélection nationale, Ali Yekdah, Bentaleb a été déclaré inapte pour les deux matches. Le sélectionneur national, Rabah Madjer, l'a libéré pour se soigner dans son club en Allemagne, le FC Schalke 04», a ajouté la même source.

Il s'agit du cinquième forfait enregistré chez la sélection nationale pour les deux rencontres après Faouzi Ghoulam, Youcef Attal, Ramy Bensebaini et Hilal Soudani.

Éliminée de la course pour le Mondial 2018, l'Algérie, dernière au classement avec un seul point, tentera de boucler les qualifications avec une victoire face au Nigeria pour l'honneur.

## Pétanque/Mondial-2017 Belle entame de compétition pour les Algériennes en Chine

■ La triplète algérienne, composée de Nadia Agouni, Nadia Djabri et Ranya Kouadri a effectué une belle entame de compétition au 6è Mondial (juniors), abrité par Kaihua (Chine) du 8 au 12 novembre, en remportant jeudi deux victoires lors des deux premiers tours qualificatifs, rapporte le site de la Fédération internationale de pétanque et jeu provençal (FIPJP).

La triplète algérienne a battu, respectivement, son homologue d'Inde (13-0) et d'Allemagne (13-12), dans un tournoi regroupant 43 équipes filles de 42 nations.

Les protégées de l'entraîneur national Ramdane Gherzi joueront vendredi contre l'Espagne, vainqueur jeudi de l'Estonie (13-6).

Le tournoi des triplètes comprendra 5 premiers tours qualificatifs, à l'issue duquel un classement sera établi et déterminera les qualifiées aux huitièmes jusqu'à la finale.

Outre la compétition des triplètes, le boules algérien sera également représenté par une seule athlète au tir de précision dont les compétitions commencent jeudi après-midi. L'épreuve comptera un premier tour éliminatoire, le tour de repêchage, puis les différentes phases (1/4 de finale, 1/2 finales et finale).

La sélection algérienne est composée de quatre joueuses. Il s'agit de Djabri Nadia, Agouni Nadia, Kouadri Ranya et Benabdelkader Amel.

Fort de cette victoire, la 5e de la saison, le PAC comptabilise 17 unités et s'installe sur la 3e marche du podium, à égalité de points avec la JS Saoura (2e). Pour sa part, l'USB retombe dans ses travers et rate l'occasion de quitter la zone rouge (14e - 9 pts).

Ligue I Mobilis (11e journée)

# Le CSC en péril à Alger



Le leader du championnat, le CS Constantine sera face à un autre vrai test lors de son déplacement à la capitale pour défier l'USM Alger pour le compte de la 11e journée. Ainsi, les clubistes qui respirent le punch souhaitent continuer sur leur lancée et revenir avec un résultat qui leur permette de garder le fauteuil de leader. Les coéquipiers de Abid, l'homme fort du Chabab, ne seront nullement impressionnés par leur hôte et feront tout pour revenir avec le meilleur résultat

possible. Toutefois, leur mission ne sera pas de tout repos face à une équipe de l'USMA qui revient en force ces derniers temps et qui ne souhaite pas laisser filer les trois points du succès lors de cette empoignade très importante pour eux. Les Rouge et Noir n'ont d'autres choix que de l'emporter s'ils souhaitent garder espoir de jouer les premiers rôles et aller de l'avant.

De son côté, la JS Saoura, qui est à la deuxième place au classement, aura à cœur d'effacer sa large défaite concédée,

lors de la dernière journée, face au CSC (4-2) à l'occasion de la réception de l'USM Bel Abbés dans un derby de l'Ouest qui promet. Les Sudistes qui ont eu une mini-crise avec le soulèvement des fans qui ont demandé le départ du coach se doivent de se refaire une santé. Néanmoins, ils doivent faire très attention à cette formation de la Mekerra qui ne se déplacera pas en victime expiatoire et qui essaiera de revenir avec un résultat probant.

De son côté, l'Entente de Sétif, le champion d'Algérie en titre aura l'opportunité de se refaire une petite santé, en déplacement, face à l'USM Blida, lanterne rouge. L'Aigle Noir part avec les faveurs du pronostic même en déplacement d'autant plus qu'il s'agit d'un adversaire qui souffre cette saison. Dans le bas du tableau, la confrontation entre le DRB Tadjenanet et l'USM El Harrach se jouera à couteaux tirés tant la défaite est interdite pour les deux protagonistes. Les gars de Tadjenanet devraient logiquement l'emporter sachant qu'ils cèdent rarement des points à domicile, mais cela ne veut aucunement dire que les Harrachis se laisseront pour autant faire. Enfin, le MC Oran qui était revenu avec le point du nul dans son déplacement à Alger face au CRB se doit de l'emporter à domicile face à l'O Médéa pour espérer se reprendre. Mais cela n'est pas évident quand on sait que les gars du Tétrai avaient tenu la dragée haute aux grosses cylindrées de la Ligue I.

Imad M.

### ■ Le programme :

Samedi 11 novembre 2017 :	
USMB-ESS	(15h)
DRBT- USMH	(15h)
JSK- CRB	(16h)
MCO- OM	(16h)
USMA- CSC	(17h)
JSS- USMBA	(18h)

## Le NAHD et le PAC renouent avec le succès

■ Le NA Hussein Dey et le Paradou AC ont réappris à gagner, ce jeudi, en ouverture de la 11e journée du championnat national de Ligue 1. Les deux formations de la capitale se sont imposées respectivement face au MC Alger (1-0) et à l'US Biskra (1-0).

Après une longue traversée du désert qui aura duré 6 journées (5 nuls et 1 défaite), le NA Hussein Dey a réussi à renouer avec le succès, de surcroît, à l'occasion d'un derby. Hôtes du MC Alger, les Song et Or ont réussi l'entame de match parfaite en acculant le doyen dans sa moitié du terrain avec à la clé une première opportunité franche de scorer signée Zeghnoun (9').

Les Vert et Rouge ont ensuite laissé passer l'orage pour commencer à développer un jeu chatouillant qui leur a permis de se montrer dangereux à de nombreuses reprises, mais le gardien Merbah a répondu présent à

chaque tentative pour garder sa cage inviolée. Dans cette confrontation entre voisins, il aura fallu attendre la dernière minute du temps réglementaire pour assister à l'unique but marqué par Boulaouidet. Incorporé quelques minutes auparavant, l'ex-joueur de la JSK a donné raison à son coach Neghiz en profitant d'une faute d'un défenseur du MCA. Voulant remiser de la tête pour son gardien, Demou, puisque c'est de lui qu'il s'agit, s'est complètement raté et a vu sa remise se transformer en passe décisive pour Boulaouidet qui n'a pas eu de mal à loper le portier du MCA.

À la faveur de ce succès, le NAHD réapprend à gagner et passe de la 12e à la 9e position (13 pts). En revanche, fin de série pour le MCA. Les camarades de Hachoud n'ont pas su profiter de la méforme de leur adversaire du jour pour récolter au minimum

le point du match (5e - 15 pts).

### Le PAC gagne aussi

Au stade Omar Hamadi (Alger), le Paradou AC est arrivé lui aussi à stopper l'hémorragie des mauvais résultats. Battus lors de leur deux dernières sorties, les académiciens ont mis à profit la visite de l'US Biskra pour reprendre sa marche en avant.

Dans une rencontre aux allures de Ligue 2, les deux promus se sont livrés à chaude empoignade dans laquelle le dernier mot est revenu aux Jaune et Bleu, là aussi, sur le plus petit des scores (1-0). À l'image de la première partie, ce deuxième match n'a pas connu de changement au tableau d'affichage durant la première période. Toutefois, le Paradou est parvenu à débloquer la situation dès le retour des vestiaires par l'entremise de Zakaria Naidji (47').

Ligue II Mobilis (11e journée)

## Choc à Aïn M'lila, la JSMS en conquérant

■ Le leader, l'AS Aïn M'lila recevra le MO Béjaïa, dans le choc de cette onzième journée de la Ligue II Mobilis. Le leader m'lili souhaite faire d'une pierre, deux coups lors de cette rencontre, en gardant son fauteuil et dans le même temps, écartant un sérieux concurrent pour l'accession en Ligue I. L'ASAM se présentera donc avec une grande détermination et fera tout ce qui est en son possible pour s'imposer, même si cela ne sera pas une sinécure car il s'agit d'un adversaire redoutable. L'autre co-leader, la JSM Skikda se déplace à Alger pour croiser le fer avec le RC Kouba, qui traverse une étape difficile et qui a du mal à s'imposer

même à domicile. Les gars du Rusikada tenteront de piéger les Koubéens chez eux, ce qui reste à leur portée même si tout reste possible en football, et les algérois espèrent aussi se ressaisir et s'éloigner de la zone rouge. L'ASO Chlef défiera l'ASM Oran dans un derby de l'Ouest passionnant. Les Lions du Chélib qui ne lâchent pas et qui restent décidés à jouer à fond la carte de l'accession en Ligue I se donneront à fond pour tenter de se rapprocher plus du duo de tête. Toutefois, les Asémistes ne l'entendront pas de cette oreille et feront tout pour revenir avec un résultat probant. La JSM Béjaïa reçoit au stade de l'Unité Maghrébine, l'équipe du MC

El Eulma et fera tout pour effacer le dernier échec dans le derby de la Soummam face au MOB.

I.P

### ■ Le programme :

Samedi 11 novembre 2017 à 15 :	
CRBAF-ABS	
RCR-CABBA	
WAT-GSM	
RCK-JSMS	
ASAM-MOB	
CAB-MCS	
JSMB-MCEE	
ASO-ASMO	



Syrie

## L'EI contre-attaque pour défendre sa dernière ville

Chassé de son dernier fief urbain en Syrie, le groupe Etat islamique (EI) a mené vendredi une contre-offensive spectaculaire et repris près de la moitié de la ville de Boukamal, tentant de prouver qu'il restait puissant malgré l'effondrement de son «califat».

Trois ans après avoir conquis de vastes territoires en Syrie et en Irak voisin, l'EI n'est plus que l'ombre de lui-même sur le terrain, chassé de toutes les grandes villes qu'il contrôlait dans ces deux pays. Jeudi, les jihadistes avaient même perdu leur dernière cité en Syrie, Boukamal, une ville de moindre importance à la frontière avec l'Irak, dans la province orientale de Deir Ezzor.

Mais au lendemain de ce revers face à l'armée syrienne et ses alliés, les jihadistes tentaient de se battre jusqu'au dernier souffle pour reprendre le contrôle de Boukamal. «L'EI a contre-attaqué dès jeudi soir et a repris plus de 40% de Boukamal», a indiqué à l'AFP, Rami Abdel Rahmane, directeur de l'Observatoire syrien des droits de l'homme (Osdh). «Les jihadistes ont repris de nombreux quartiers dans le nord, nord-est et nord-ouest» de la ville, a-t-il ajouté, précisant que «de violents combats» étaient toujours en cours.

D'après l'Osdh, l'offensive du régime syrien qui avait conduit à la reprise - temporaire - de Boukamal jeudi a été menée notamment par des miliciens irakiens, des combattants du Hezbollah libanais et des Gardiens de la Révolution iraniens. En contre-attaquant, l'EI semble vouloir prouver que si son territoire s'est réduit comme une peau de chagrin, lui existe toujours.

L'organisation jihadiste reste la plus redoutée au monde : elle est toujours capable d'inspirer des auteurs d'attentats sanglants en Syrie, mais aussi à travers le monde.

Le mystère entoure toujours le sort de son chef, Abou Bakr al-Baghdadi, qui s'est manifesté la dernière fois dans un enregistrement présumé diffusé le 29 septembre. Il avait alors appelé ses combattants à «résister» alors que l'EI subissait revers après revers. Les jihadistes ne contrôlent plus que 30% de la province syrienne de Deir Ezzor, qui était totalement entre leurs mains il y a encore quelques mois. L'EI qui tient encore une vingtaine de villages dans la vallée de l'Euphrate, est visée dans cette province par deux offensives distinctes. L'une menée par l'armée du président syrien Bachar al-Assad, l'autre par des combattants kurdes et arabes des Forces démocratiques syriennes (FDS), soutenus par Washington. Ailleurs en Syrie, l'EI se maintient dans deux quartiers de Damas et dans des poches du centre et du sud du pays. Face à cet effondrement, le régime syrien appuyé par les Russes, et les Kurdes soutenus par les Américains, émergent comme les grands gagnants du conflit en Syrie. A Deir Ezzor, coupée en deux par l'Euphrate, les troupes gouvernementales opèrent du côté ouest du fleuve et contrôlent 38% de cette province pétrolière. Positionnées sur la rive est, les FDS - qui avancent face à l'EI mais à un rythme plus lent que celui du régime - contrôlent quant à elles 32% de la province. Vendredi, elles ont pris à l'EI quatre villages le long de l'Euphrate. La coalition antijihadistes dirigée par les Etats-Unis a récemment indiqué que le nombre de ses frappes aériennes en Syrie et en Irak était en chute libre, en raison de l'effondrement de l'EI.

Une fois le groupe ultraradical complètement chassé de la province de Deir Ezzor, l'armée du régime et les FDS se feront face, augmentant les risques de collision ou même d'affrontement entre les deux belligérants rivaux. Selon les analystes, le régime chercherait même à reprendre des territoires ou des villes conquises par les FDS, comme Raqa, ex-capitale de l'EI en Syrie et d'où les jihadistes ont été chassés le 17 octobre.

**Agence**

GHIR HAK

radje07@yahoo.fr

SITUATION FINANCIERE LES INDICATEURS TOUJOURS AU ROUGE



Ouargla

## Un bus percute un dromadaire, 37 blessés



**T**rente-sept personnes ont été blessées dans un accident de la circulation survenu mercredi soir sur la RN3 à une quarantaine de kilomètres de Touggourt, a-t-on appris des services de la Protection civile.

Un car de transport des voyageurs assurant la liaison Hassi-Messaoud/Béjaïa, avec 50 passagers à bord, a percuté un dromadaire qui traversait la chaussée, causant des blessures à 37 personnes, dont trois ont été secourues sur place, a-t-on indiqué.

Les 34 autres blessés, à

différents degrés de gravité, ont été évacués vers l'établissement hospitalier Slimane-Amirat à Touggourt, et six d'entre eux l'ont déjà quitté après avoir reçu les soins nécessaires, a-t-on précisé.

Les autorités locales se sont rendues sur les lieux pour s'enquérir de la situation et de la prise en charge des victimes.

Plusieurs ambulances de la protection civile (6) et des services du secteur sanitaire (5), ainsi que des matériels d'intervention de Sonatrach et de la Protection civile, ont été mobilisés pour les

besoins de cette intervention de secours qui a duré jusqu'aux premières heures de ce jeudi. Une enquête est ouverte par les services compétents pour préciser les circonstances exactes de l'accident.

Par ailleurs, huit personnes ont trouvé la mort et 342 autres ont été blessées dans 261 accidents de la route survenus dans des zones urbaines entre le 31 octobre et le 6 novembre, a indiqué jeudi la direction générale de la Sûreté nationale (Dgsn) dans un communiqué.

Le communiqué fait état d'une hausse du nombre d'accidents (+3), de blessés (+30) et de décès (+2) par rapport à la précédente semaine.

Le facteur humain reste la principale cause des ces accidents (97,7%) suivi de l'état des véhicules et des routes, a ajouté la même source.

La Dgsn appelle les usagers de la route à la prudence et au respect du Code de la route et les invite à redoubler de vigilance sur les routes et à faire contrôler leurs véhicules en cette période d'intempéries dans plusieurs wilayas du pays qui pourraient causer de graves accidents. Elle rappelle que le numéro vert (15-48) et le numéro de secours (17) restent à la disposition des citoyens 24h/24.

R. F.

ACTU...

Tunisie

## Un garde national tué par un tir accidentel de son collègue

Un garde national tunisien a été mortellement touché, jeudi, à la Caserne des unités d'intervention, à Sidi Bouzid, par un tir accidentel de son collègue, rapporte l'agence TAP se référant à de sources sécuritaires.

«Atteint à l'abdomen, l'agent a été admis à l'hôpital régional dans un état critique avant de succomber à ses blessures», a indiqué à l'agence TAP, le directeur de l'établissement, Nassib Sakri.

O. M.

Béchar

## Ouverture du procès des assassins de l'enfant Mohamed Yacine

Le procès des auteurs de l'enlèvement et l'assassinat cruel de l'enfant Deriah Mohamed Yacine (6 ans), dont le corps a été retrouvé disséqué dans des sacs en plastique à proximité d'un lotissement de la localité de Mazzer (160 km au sud de Béchar), s'est ouvert jeudi au tribunal criminel près de la cour de justice de Béchar.

Les six accusés dans cette affaire qui s'est déroulée en octobre 2016, à savoir trois sœurs, leur frère et son épouse, ainsi que leur beau-frère, ont comparu dans une salle d'audience archicomble et un dispositif sécuritaire très important, a-t-on constaté.

Selon l'arrêt de renvoi du procès, le petit Deriah Mohamed-Yacine avait disparu du domicile familial durant la journée du mardi 11 octobre 2016 et n'avait plus donné signe de vie, jusqu'au 13 du même mois où son corps disséqué a été découvert par un ouvrier dans le même lotissement.

L. M.

Aïn Defla

## Trois bombes de confection artisanale détruites

Trois bombes de confection artisanale ont été détruites mercredi à Aïn Defla par un détachement de l'Armée nationale populaire (ANP) dans une opération de ratissage, indique le ministère de la Défense nationale (MDN) dans un communiqué.

«Dans le cadre de la lutte antiterroriste et suite à une opération de fouille et de ratissage, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert et détruit, le 8 novembre 2017, trois bombes de confection artisanale à Aïn Defla (1<sup>ère</sup> Région militaire), précise la même source.

B. M.

Allemagne

## Un infirmier soupçonné d'avoir tué 106 personnes

**U**n infirmier allemand est soupçonné d'avoir tué 106 personnes, ont annoncé jeudi les enquêteurs, précisant que ce dernier était déjà condamné pour meurtre et tentative de meurtre.

Des expertises toxicologiques sont encore en cours pour cinq autres cas suspects tandis qu'en Turquie, où des immigrants en Allemagne choisissent parfois de se faire enterrer, des exhumations doivent également avoir lieu, ont précisé les Parquet et police de Oldenburg (nord) dans un communiqué commun.

«Une mise en accusation par le Parquet de Niels H. devrait vraisemblablement intervenir au début de l'année prochaine», selon ce communiqué.

Fin août, les enquêteurs avaient annoncé que cet infirmier condamné à la perpétuité en 2015 était soupçonné d'avoir tué au moins 90 patients, et peut-être même deux fois plus. Certains cas restent impossibles à prouver, malgré les exhumations et les centaines de témoignages recueillis, avaient-ils toutefois admis. Le chef de l'enquête, Arne Schmidt, avait jugé cette affaire «unique dans l'histoire de la République fédérale» en raison de son ampleur.

L'infirmier a généralement tué des patients à l'aide de surdoses médicamenteuses injectées lorsqu'ils étaient en réanimation dans deux hôpitaux, à Delmenhorst et Oldenburg.

Il n'avait pas de «préférences» d'âge ou de

sexe pour ses victimes, sinon qu'il «préférerait les patients se trouvant dans un état très critique», avait expliqué M. Schmidt.

L'infirmier avait déjà été condamné en 2015 à la perpétuité pour deux meurtres et quatre tentatives s'étant soldées par la mort des patients. L'affaire avait éclaté à l'origine en 2005, lorsque l'infirmier avait été surpris par un collègue en train de faire une piqûre non prescrite à un patient dans la clinique de Delmenhorst, ce qui lui avait valu en 2008 sa première condamnation pour tentative de meurtre. L'enquête avait été relancée en janvier 2014, car l'intéressé avait admis auprès d'un codétenu une cinquantaine d'homicides.

Reda A.